

LES CAHIERS 15

D'AUTONOMIE DE CLASSE A2C | DÉCEMBRE 2024



LE POUVOIR À LA RUE !

ORGANISONS-NOUS

DANS NOS LIEUX DE TRAVAIL, FACS, QUARTIERS...

TOI TU CHERCHES, NOUS ON TE TROUVE!

Le 23 novembre dernier avaient lieu partout en France des manifestations contre les violences sexistes et sexuelles. C'est de cette mobilisation que se sont saisi-es les sionistes fascistes de Nous Vivrons et les féministes fascistes de Nemesis pour défilé en fin de cortège parisien, en criant des slogans génocidaires et racistes. Pour rappel, la stratégie de ces deux groupes est d'instrumentaliser le féminisme, et en particulier les féminicides, pour désigner en coupables, les palestinien-nes ou les migrant-es.

Face à leur présence, quelques personnes ont réagi pour essayer de les virer, mais les organisations antifascistes et féministes ont brillé par leur manque de réaction sur le terrain.

Le présence de fascistes et de groupes d'extrême-droite auprès de nous n'est jamais acceptable et c'est notre responsabilité de ne jamais les laisser être présent-es.

Prendre au sérieux le danger fasciste

L'absence de réaction claire et directe ce 23 novembre est significative.

Elle dit la conviction, pour beaucoup dans notre camp, que le RN ne serait qu'un parti plus raciste, plus réactionnaire et plus autoritaire, et que son accession au pouvoir ne serait que l'exercice radicalisé des politiques déjà menées par le pouvoir actuel.

Si l'on pense au contraire, que le RN pourrait représenter une réelle possibilité pour le fascisme de conquérir le pouvoir en France, il faut agir en conséquence.

Et pour qu'il puisse émerger, voilà quelles en seraient certaines des conditions : d'un côté un parti, établi au niveau parlementaire, assez respectable pour que la classe politique au pouvoir envisage de gouverner à ses côtés, de l'autre la mise en place d'un mouvement de masse actif qui puisse offrir à la bourgeoisie une alternative décisive aux blocages du système pour maintenir sa domination.

Le RN veut incarner un tel parti, il gagne des sièges dans les mairies et à l'Assemblée, et se place comme arbitre de la politique du gouvernement avec la menace de la censure.

Le mouvement de masse par contre, n'existe pas encore aujourd'hui, et le RN cherche à le construire. Le fait que le cortège de Nemesis ait été préparé dans le château des Le Pen en est la preuve.

Alors c'est derrière cet objectif que doit se rassembler notre antifascisme : empêcher le mouvement de masse de se construire, et affaiblir le RN par sa base, dans la rue, dans les manifestations, partout où les fachos pointent leur nez.



Les fascistes prennent la confiance

La séquence électorale qui a suivi la dissolution et a permis au RN de devenir le premier parti à l'Assemblée Nationale avec ses 143 sièges, a donné la confiance aux fascistes. Depuis la rentrée on fait face à une offensive terrifiante.

La sortie du livre de Bardella lui offre invitations dans tous les médias et tournée de dédicaces dans toute la France qui réunit des milliers de ses électeurices et de ses fans.

Des groupes de presses ou des maisons d'éditions sont rachetées ou reprises par des figures comme Vincent Bolloré, Pierre-Edouard Stérin ou Lise Boëll, des figures d'extrême-droite.

Les fascistes prennent la confiance et font des cortèges, comme à Paris le 23 novembre, ou à Romans-sur-Isère, où un an après la mort de Thomas à Crespol qui avait déclenché des attaques racistes et des défilés fascistes, l'extrême-droite a appelé à une manifestation nationale contre l'immigration.

En grève contre l'extrême-droite

Mais face à tout cela, des réactions par en bas nous montrent l'exemple et nous donnent la conviction qu'on peut encore gagner.

Pour commencer, MediaTransports, la régie publicitaire de la SNCF, a fini par annuler la campagne prévue par Hachette pour le livre de Bardella, sous la pression du syndicat SUD Rail qui jouait sur l'obligation de neutralité politique mais écrivait aussi noir sur blanc que le RN « est un parti créé par des Waffen-SS » et rappelait « l'opposition totale des «valeurs» d'extrême droite de ce parti réactionnaire à celles de [leur syndicat] ».

Ensuite, c'est le groupe Bayard qui a abandonné la nomination prévue d'Alban du Rostu, ancien associé du milliardaire fasciste Pierre-Edouard Stérin, au poste de directeur de la stratégie, face à la grève des salarié-es et auteures du groupe, soutenu-es par le syndicat du livre la CGT SGLCE qui a même affirmé dans son tract que « la grève est un puissant outil pour contrecarrer les ambitions de ces ultrariches fascistes ».

« Toi tu cherches, nous on te trouve »

Ces initiatives victorieuses sur des lieux de travail donnent de la force, mais il paraît important d'aller aussi regarder ce qui se passe dans la rue, et d'en tirer des conséquences.

À Romans-sur-Isère, en réaction à la manifestation d'extrême-droite, une inter-orga a appelé à une manifestation « contre la récupération raciste ». Le bilan est positif numériquement puisque la manifestation antifasciste était quatre fois plus importante, mais insuffisant puisque 200 fascistes ont quand-même pu se réunir.

Partout où des signatures de Bardella sont organisées, à Sète, à Beaucaire, à Tonneins, à Marseille, à Bruxelles, des contre-rassemblés antifascistes ont été appelés et ont eu lieu.

À Marseille, la Riposte Antifasciste, collectif qui cherche à construire un antifascisme large et ouvert, a organisé le contre-rassemblé sous le mot d'ordre « Toi tu cherches, Nous on te trouve ». Malgré l'urgence dans laquelle l'organisation a eu lieu, la modalité a été d'appeler à une Assemblée Antifasciste la veille de la séance de dédicaces, pour permettre au plus grand nombre de rejoindre et de s'impliquer dès la veille.

Même si trop peu de monde s'est effectivement mobilisé, et que la séance de dédicaces a bien pu avoir lieu, il faut retenir de ce mode d'organisation qui passe par une assemblée ce qui paraît être les bases de ce que devrait être l'antifascisme : réactif, organisé par en bas, et l'affaire de toustes.

« L'antifascisme (...) doit être une invitation à nous organiser plus efficacement, à nous coordonner d'avantage » (communiqué du collectif Tsedek! suite à la manifestation du 23 novembre)

Maintenant, il va falloir passer à la vitesse supérieure et construire une unité d'action antifasciste.

Si la présence de Nemesis et Nous Vivrons dans une manifestation féministe est inacceptable, les contre-rassemblés sont insuffisants.

Les dédicaces de Bardella ne doivent tout simplement plus avoir lieu.

Les fascistes ne doivent plus défilé, que ça soit dans nos manifestations ou dans les leurs comme à Romans-sur-Isère.

Les fascistes s'organisent et gagnent du pouvoir, à l'Assemblée, dans la presse et l'édition, dans la rue, et dans nos propres syndicats.

Alors si on veut continuer à pouvoir s'organiser, il faut faire de l'antifascisme une priorité simple et efficace, et se dire que, si on arrive à convaincre, on a les moyens de cet antifascisme

Convaincre nos syndicats de couper l'électricité quand une dédicace de Bardella ou un meeting du RN sont organisés.

Convaincre nos collectifs, féministes et antifascistes, qu'il faut nous préparer, dans chaque manifestation, à virer les fachos qui voudraient s'inviter.

Convaincre chacune de nos organisations, que si on ne construit pas aujourd'hui, un front antifasciste, avec des mots d'ordre d'action clairs, on le paiera demain.

Mais convaincre aussi que le fascisme ne cessera pas de se développer sans s'attaquer au racisme qui est son coeur, et donc de la nécessité prendre part et de renforcer toutes les luttes contre les frontières, l'islamophobie, les lois racistes, pour la libération de la Palestine ou la liberté de circulation.

L'antifascisme doit devenir l'affaire de toustes! Même si la séquence électorale après la dissolution aura permis une mobilisation antifasciste inédite, par en bas, elle s'est concentrée vers le haut derrière le NFP, nous faisant croire que c'est par la voie électorale qu'on vaincra les fachos, et nous faisant oublier l'essentiel, c'est qu'on est plus nombreux-ses qu'eux, et que c'est là qu'est notre force.

Il est temps de rappeler que l'antifascisme ne doit être ni une façade, ni une valeur, mais l'opportunité de bâtir une lutte offensive, qui fasse comprendre à chacun-e que pour éradiquer les rats, il faut s'attaquer aux égouts dans lesquels ils se développent.

LOU. MARSEILLE



L'ÉCRITURE INCLUSIVE DANS **LES CAHIERS D'A2C** : POURQUOI ? COMMENT ?

La revue *les Cahiers d'Autonomie de classe* est éditée par un groupe de militant·es révolutionnaires, A2C – Pour l'Autonomie de classe (voir le « Qui sommes-nous ? » en dernière page). Elle se veut le reflet de nos réflexions, de nos débats et de nos interventions. En tant que révolutionnaire, donc féministes, nous savons que la façon d'écrire est éminemment politique. L'écriture officielle, dominante, porte en elle les marques de la société patriarcale dont elle est le reflet. C'est pourquoi nous

utilisons une forme d'écriture inventée dans les mouvements féministes et largement diffusée dans nos milieux militants, et donc parmi notre lectorat, l'écriture dite inclusive.

Elle permet de remettre en cause les principes masculinistes de l'écriture dominante tout en étant facilement appréhendables par ceux à qui nous nous adressons, sans par ailleurs compliquer le travail de maquettage, indispensable à la production de toute publication. La forme que nous utilisons le plus souvent (le point médian) est celle qui nous

apparaît, jusqu'à maintenant, comme la plus juste et la plus lisible.

Pour autant, cela n'épuise pas tous les débats. Des camarades écrivent en utilisant d'autres formes, en particulier l'utilisation de « X » pour inclure l'existence de la non binarité dans l'écriture. C'est un débat que nous souhaitons approfondir, tant dans nos rencontres et réunions que dans *les Cahiers d'Autonomie de classe*. Ainsi ces camarades pourront exprimer leur point de vue dans des textes ou dans des encadrés comme celui-ci.

PROCHAINS RENDEZ-VOUS:



PROCHAIN WE DE DISCUSSION
18 ET 19 JANVIER
AU MALTAIS ROUGE,
40 RUE DE MALTE À PARIS
PLUS D'INFOS À VENIR SUR NOS RÉSEAUX

DISCUSSIONS PUBLIQUES DU GROUPE PARIS 20^E

20/12—PRESENTATION DE LA REVUE 15 ET ARPENTAGE

10/01—HISTOIRE ET CONSCIENCE DE CLASSE DE GEORG LUKACS

24/01—QU'EST CE QUE LE COMMUNISME?


07/02—LE CAPITALISME CANNIBALE DE NANCY FRASER

21/02—LA DÉGÉNÉRESCENCE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

58 rue des Amandiers à 19h et se conclueront toutes par un apéro pâtes au pesto

SI VOUS AVEZ LA MOINDRE QUESTION : CONTACTEZ-NOUS

 A2C@RISEUP.NET

 A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE

 A2C.AUTONOMIEDECLASSE

 AUTONOMIEDECLASSE.ORG

Illustration de couverture : @camillette .dessine
Mise en page : Armell (Rennes)

CRISE DU CAPITALISME : UNE MAUVAISE RÉPARTITION DES RICHESSES ?

A Autonomie de Classe, nous avons régulièrement mobilisé le concept de trajectoire du capital. Ce concept permet de rendre compte, d'une part, que le capitalisme est un processus dynamique en permanente évolution et, d'autre part, qu'il y a une direction qui caractérise cette trajectoire. Elle n'est pas le fruit du hasard, mais la conséquence du fonctionnement interne du système de production capitaliste. La compréhension de ce fonctionnement permet donc d'anticiper les transformations à venir et de développer une stratégie d'intervention en conséquence. Depuis plusieurs années, nous argumentons sur le fait que la phase néolibérale du capitalisme est derrière nous et qu'une phase impérialiste se développe à grande vitesse. Cette transformation explique, par exemple, pourquoi les différents partis de la bourgeoisie en Europe ou aux USA, historiquement favorables aux accords de libre-échange, adoptent désormais des mesures protectionnistes et se retrouvent donc sur la même ligne que F. Ruffin, un opposant de longue date. Ce revirement n'est pas dû à un réajustement du capital au profit du travail – au contraire – mais au besoin des blocs de capitaux d'être davantage soutenus par leurs Etats respectifs. Ce soutien prend et prendra de plus en plus la forme d'une militarisation accrue des conflits économiques, d'une mise au pas des travailleur·euse·s et du renforcement du nationalisme permettant de justifier et de faire accepter ces mesures.

Ainsi, comprendre cette trajectoire permet de déterminer si certaines revendications vont dans le sens de l'intérêt de notre classe ou – au contraire – dans celle du capital. Or, pour comprendre la trajectoire du capital, il est nécessaire de faire de l'analyse économique. C'est dans cette perspective que nous avons décidé d'analyser la proposition selon laquelle la crise actuelle du capitalisme est en partie due à une mauvaise répartition des richesses et d'analyser son corollaire : une meilleure répartition des richesses permettrait de limiter la crise. Le programme économique du NFP est notamment construit autour de cette logique. Nous allons donc nous intéresser à ce programme et voir si les promesses qu'il formule sont réalistes.

LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU NFP

Le programme économique du NFP s'articule autour de deux axes principaux. Le premier axe concentre des mesures défensives de soutien du niveau de vie des travailleur·euse·s en supprimant des mesures iniques du gouvernement Macron et en introduisant des dispositifs de soutien économique dirigés vers les classes populaires. Le second axe est un ensemble de mesures d'investissement et de financement des investissements poursuivant un double objectif : relancer la croissance et accélérer la transition énergétique.

Effet du programme NFP 2024-2025 sur le revenu disponible ajusté mensuel, selon les déciles de niveau de vie

Lecture : L'ensemble des mesures 2024 et 2025 du programme du NFP augmentent le revenu disponible ajusté des 10 % des ménages les plus modestes (D1, dont le niveau de vie est inférieur à 12 300€ par an) de 16,2 %, soit 210 € par mois.

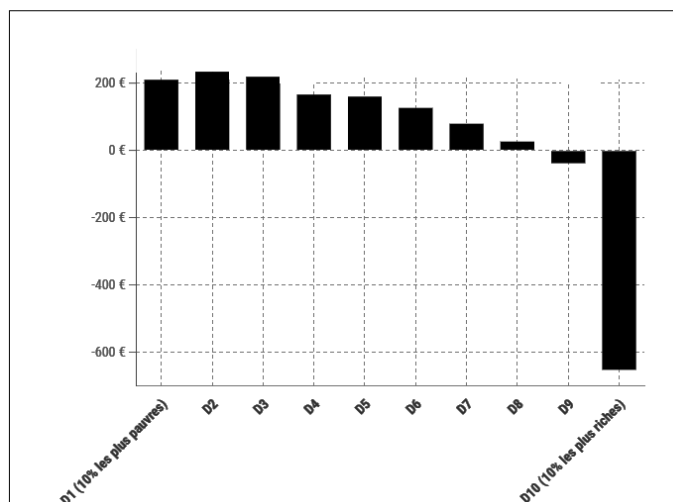


Figure 1 : Analyse des effets du programme de NFP sur les revenus
Source : calculs Elvire Guillaud et Mathilde Viennot d'après Insee

Soutien au niveau de vie

Tout d'abord, le NFP propose d'abroger la réforme des retraites de 2023 ainsi que la dernière réforme de l'assurance chômage. On notera qu'il n'est pas question d'abroger les lois travail (la présence du PS dans le NFP n'y est sûrement pas pour rien).

Autre mesure d'urgence, le NFP propose de passer le SMIC à 1600€ net, soit une augmentation de 14%. Le maintien des exonérations de cotisations sur les salaires allant jusqu'à 2.5 fois le SMIC n'est pas tranché dans le programme. Pourtant, cela revêt un enjeu majeur car son maintien ferait porter une grande partie de cette hausse sur les finances publiques. A contrario, la suppression de ce dispositif représenterait une hausse de presque 60% du montant du SMIC chargé(1) pour les employeurs.

Le blocage / contrôle des prix fait aussi partie de l'arsenal économique proposé par le NFP. Le principe serait de bloquer les prix des biens de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et les carburants pour permettre de maîtriser l'inflation dont la principale cause était l'augmentation des marges des entreprises(2).

Par ailleurs, après ces mesures d'urgence, le NFP propose de rétablir l'indexation des salaires sur l'inflation.

Planification écologique et égalité fiscale

Une fois les mesures d'urgence en faveur des travailleur-euse-s prises, le NFP propose une ambitieuse série d'investissements notamment autour de la transition énergétique.

Tout d'abord, le NFP propose de renforcer les aides aux ménages pour l'isolation de leurs logements.

Ensuite, le NFP propose d'accélérer la rénovation des bâtiments publics.

Par ailleurs, il souhaite également renforcer les filières françaises et européennes de production d'énergies renouvelables. Cette politique serait également couplée d'une politique dite de « reconstruction industrielle pour mettre fin à la dépendance de la France et de l'Europe dans les domaines stratégiques ».

De ce point de vue, le programme d'investissement du NFP s'inscrit dans une logique proche du programme de Biden aux USA porté par l'Inflation Reduction Act, un plan de soutien à la décarbonation de 370 Mds\$ sur 10 ans, en partie financé par une hausse de l'impôt sur les sociétés.

Quelles hypothèses pour le financement ?

Les mesures du NFP s'inscrivent dans une politique dite sociale-démocrate qui vise à privilégier la répartition des richesses au profit du travail plutôt que du capital, mais sans toucher aux fondamentaux de l'économie capitaliste : la propriété privée des moyens de production, la production pour l'accumulation et donc, la recherche de la fameuse croissance. Dans ce contexte précis, le financement des mesures est une question centrale car c'est lui qui détermine la faisabilité d'une politique. Aussi, intéressons-nous au financement de ces mesures. Tout d'abord, celui des mesures défensives repose essentiellement sur une taxation plus élevée des entreprises et des plus hauts revenus comme indiqué sur la Figure 1.

Ces mesures de redistribution, présentées à raison comme des mesures d'urgences, ne posent pas de problème de financement car elles ne reposent pas sur une hypothèse d'accélération de la croissance pour être financées. C'est-à-dire qu'elle ne repose pas sur une augmentation de la création de richesse.

En revanche, le NFP propose aussi « de changer la vie des gens » au travers d'un ambitieux programme de transition énergétique. Le programme

Thème	Mesure	Montant
Transition énergétique	100% d'énergies renouvelables	93 000 000 000 €
	Énergies renouvelables thermiques	
	Sortie du nucléaire	
	Isolation des logements	
Transports	Rénovation de l'immobilier universitaire	44 000 000 000 €
	Ferroviaire	
	Transports collectifs urbains	
	Mobilités durables	
Réindustrialisation	Feroutage	20 000 000 000 €
Habitat	Plan de reconstruction industrielle	15 000 000 000 €
Eau	Construction de logements publics	7 500 000 000 €
Recherche	Plan de renouvellement des canalisations	4 000 000 000 €
	Plans de recherche en lien avec la bifurcation écologique	
Adaptation	Enfouissement lignes électriques	6 000 000 000 €
	Plan d'adaptation climatique	
	Rénovation des ouvrages d'art	
Outre-mer	Transports collectifs Outre-mer	5 700 000 000 €
	Autonomie énergétique Outre-mer	
	Canalisations outre-mer	
Agriculture	Réforme agraire	1 300 000 000 €
Mer	Plan de dépollution des mers	3 500 000 000 €
	Moyens de surveillance maritime	
TOTAL		200 000 000 000 €

Figure 2: Mesures du plan de bifurcation écologique du programme de LFI pour la présidentielle 2022



Manifestacion Antonio Berni 1934

présenté lors des dernières législatives reste flou sur le sujet mais s'inspire du programme, bien plus détaillé, de la France Insoumise de 2022. C'est donc ce programme que nous allons examiner. La politique économique de la FI, destinée « à changer la vie », repose sur deux piliers. Le premier est celui de la planification écologique, le second celui de la relocalisation. Ces deux piliers sont pensés de façon très interdépendante. La Figure 2 détaille les mesures de la planification écologique et leur coût estimé : 200 Mds d'euros.

Le financement de cet ambitieux programme serait assuré par :

- La suppression des niches fiscales sur les énergies fossiles qui rapporterait 6.5 Mds d'euros par an.

- La mise en place d'une taxe kilométrique aux frontières et de droits de douanes sur la qualité écologique des importations qui rapporterait 5 Mds d'euros par an.

- Les économies de coûts permises par la réduction de la dégradation de l'environnement qui pourraient représenter jusqu'à 52 Mds d'euros par an.

- L'effet d'entraînement de l'économie provoqué par les investissements massifs dans la bifurcation écologique et la politique de relocalisation d'entreprises de secteurs clefs. Cette dernière serait permise par des mesures protectionnistes pour permettre la réussite de cette relocalisation.

Au vu des montants nécessaires pour financer la bifurcation écologique (estimés entre 50 et 80 Mds d'euros par an en fonction des études), il est évident que l'essentiel de son financement repose sur ce fameux effet d'entraînement de l'économie. Mais est-ce bien raisonnable ?

Multiplicateur keynésien contre multiplicateur marxiste :

La réussite du projet de la France Insoumise repose sur un modèle dit keynésien. Partant de la fameuse égalité -simplifiée-

$$\text{Investissement}(K) + \text{dépense publique} - \text{Épargne} + \text{Surplus Externe}(K) = \text{Profits} - \text{Conso}(K)$$

Le modèle keynésien suppose une causalité de l'investissement vers les profits. Il est donc nécessaire de maintenir des investissements élevés pour garantir des profits importants. Mais, en cas de crise, les ménages augmentent leur épargne et le déficit vis-à-vis des autres pays augmente (= augmentation de l'épargne des capitalistes étrangers). Alors pour maintenir les taux de profits importants, il faut que l'Etat dépense. Ainsi, permettre à l'Etat de jouer un rôle majeur dans le fléchage des investissements permet alors de générer des profits pour les entreprises, profits qui permettent de mieux rémunérer les travailleurs, de remplir les caisses de l'Etat et de recommencer un cycle d'accumulation vertueux basé sur une croissance solide. Dans ce modèle, investissements actuels et profits futurs sont reliés par ce qu'on appelle un multiplicateur keynésien.

Partant de la même égalité, les modèles marxistes inversent le rapport de causalité, ce sont les profits qui déterminent le niveau des investissements.

$$\text{Profits} - \text{Investissements}(K) = \text{dépense publique} + \text{Conso}(K) + \text{Surplus externe}(K) - \text{Épargne}$$

Alors, si nous supposons que les profits sont fixes ou diminuent dans l'équation (parce que le taux d'exploitation de la force de travail ne peut pas être augmenté), alors l'investissement (K) ne peut pas être accru ou va diminuer, à moins que d'autres formes d'épargne soient augmentées pour compenser, à savoir l'épargne des ménages et/ou la réduction de la consommation personnelle des capitalistes et/ou une augmentation de l'épargne publique, et non une dépense publique. Mais cela peut aussi signifier qu'une baisse de la dépense publique se traduit par une hausse de la consommation des capitalistes. C'est bien ce phénomène qu'on observe depuis 2008 : l'effondrement des taux de profits associé à une politique austéritaire a fait exploser les dépenses de luxes de la bourgeoisie : elle a augmenté sa consommation. Finalement, ce que dit le multiplicateur marxiste, c'est que les variations de dépense publique n'ont pas d'influence voire une influence négative sur le taux de profit. C'est ce phénomène de non-causalité entre la dépense publique et les profits qui explique l'échec de la politique austéritaire

menée en Europe après la crise de 2008. Les économistes du FMI pensaient qu'une baisse des dépenses publiques provoquerait une hausse des investissements capitalistes et un rétablissement des taux de profits. Or, les données montrent que la politique austérioritaire n'a globalement pas eu d'effet - ni dans un sens ni dans l'autre - sur la croissance du PIB.

Dans « The profit-investment nexus: Keynes or Marx? »(3), l'économiste Michael Roberts mesure la corrélation entre le solde primaire hors paiement des intérêts (mesure de l'austérité) des pays du G6, des économies européennes en difficulté (GIPS), et des deux (all) et la croissance du PIB. La Figure 3 montre que ces deux variables sont assez peu corrélées, en effet la corrélation est positive pour les pays du G6 seuls et négative pour les autres.

En revanche, sur la Figure 4[A nommer : Source base de données AMECO et « The profit-investment nexus: Keynes or Marx? » de M. Roberts, Historical Materialism, 2017], M. Roberts montre qu'il y a une corrélation bien plus convaincante entre les variations de rentabilité du capital (rendement net sur le stock d'actifs fixes) et la croissance du PIB des pays du G6, des GIPS et de l'ensemble. Ce qui soutient davantage un lien de causalité des profits vers les investissements que des investissements vers les profits.

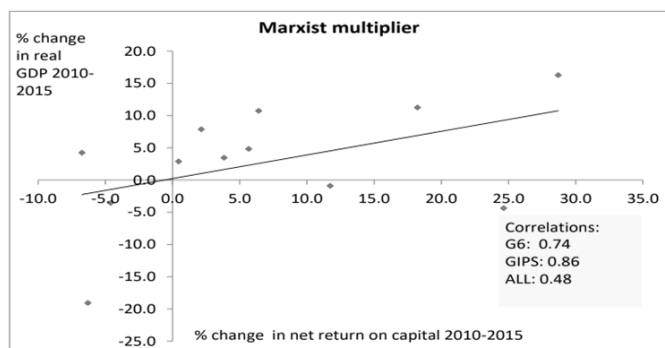


Figure 3 : Source données FMI et « The profit-investment nexus: Keynes or Marx? » de M. Roberts, Historical Materialism, 2017

La crise du profit

Comme nous l'avons évoqué dans nos différentes analyses économiques, l'économie capitaliste mondiale présente des taux historiquement bas de profitabilité. Cette baisse de profitabilité n'est pas un élément conjoncturel, mais structurel du capitalisme. Dit autrement, cette baisse des taux de profits n'est pas due à une mauvaise gestion économique, ou bien à de mauvaises décisions d'investissement ni même encore à une mauvaise répartition des richesses. La baisse du taux de profit est une tendance inéluctable de l'accumulation capitaliste.

Si une meilleure répartition des richesses peut soulager les classes populaires momentanément, l'effondrement du taux de profit empêche toute relance d'un « cycle vertueux ». De ce point de vue, le programme social-démocrate de la FI, s'il venait à être appliqué, ne produirait pas les résultats escomptés en termes de croissance et d'enrichissement collectif car il se heurterait au mur de l'absence d'effet d'entraînement des dépenses publiques.

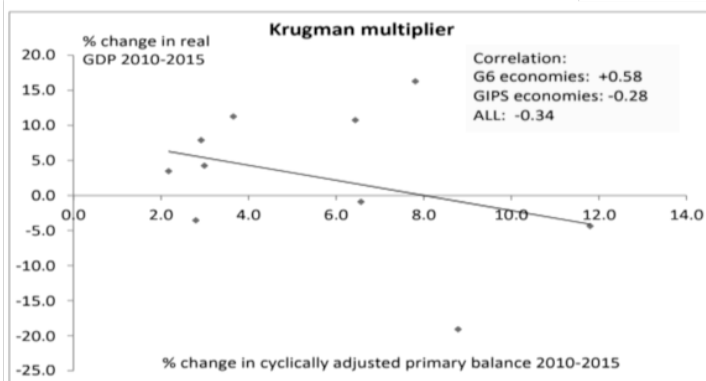


Figure 4 : « The profit-investment nexus: Keynes or Marx? » de M. Roberts, Historical Materialism, 2017 Source base de données AMECO

Personne ne peut être contre une meilleure répartition des richesses, contre le fait de plus taxer le capital, etc. En revanche, il faut garder en tête que la trajectoire interne du capital est principalement déterminée par ses propres contradictions - parmi lesquelles la baisse tendancielle du taux de profit est une des plus fondamentales(4) – et non par les différentes politiques publiques qui peuvent être mises en place pour réguler le capitalisme.

Pour conclure, le fonctionnement du capitalisme est principalement dicté par le taux de profit globalisé. Aujourd'hui, ce taux est historiquement bas, et les possibilités de le redresser sont épuisées. Cela signifie qu'il n'y a plus de sortie de crise possible sans remettre en question le système capitaliste lui-même. En tant que militant·e·s révolutionnaires, cela veut dire que nous devons soutenir toutes les luttes favorables aux travailleur·euse·s, toutes les luttes qui permettent à notre classe d'avoir confiance en ses forces pour contester le système, mais que nous devons aussi, à l'intérieur de ces luttes, lutter contre les arguments qui ignorent les

tendances internes du capital et insister pour ne jamais prendre en compte les besoins de rentabilité ou de profitabilité des entreprises avant ceux des travailleur·euse·s. Par exemple, lors d'une lutte contre la fermeture d'un site, cela veut dire se battre aux côtés des salarié·e·s pour le maintien de l'emploi et pour l'appropriation collective de l'outil de travail, mais contre des arguments qui lieraient le maintien des emplois à des problèmes de souveraineté nationale. Dans toutes les luttes économiques ou politiques que nous allons mener, une seule boussole : l'intérêt de notre classe !

PAUL VADORI, PARIS 18

1-Salaire brut + cotisations patronales + coûts indirecte assumés par l'entreprise

2-<https://www.autonomiedeclasse.org/economie-politique/inflation-vers-une-crise-damplour/>

2-<https://thenextrecession.wordpress.com/2018/03/07/unam-1-the-profit-investment-nexus/>

3-Pour une présentation détaillée du mécanisme de baisse tendancielle du taux de profit, voire <https://4->

4-www.autonomiedeclasse.org/economie-politique/de-quoi-la-crise-est-elle-le-nom/

SIONISTES, FASCISTES, HORS DE NOS MANIFS !



Cortège de «Nous Vivrons» protégé par la flicaille

Samedi 23 novembre a eu lieu la manifestation contre les violences faites aux femmes à Paris.

La mobilisation était plus faible, moins politique (moins de pancartes artisanales, moins de slogans...) que les années précédentes. Cela malgré le fait que le procès des viols de Mazan était sur toutes les bouches et a démontré que les VSS ce n'est pas l'histoire de monstres mais celles de nos pères, frères, cousins, voisins, collègues, potes... En somme que ces hommes n'étaient rien d'autres que normaux dans cette société de la culture du viol et de la domination masculine.

Dans cette manifestation il y avait - certes séparé par un cordon de flics - un cortège sioniste (« Nous vivrons ») et un cortège fasciste (« Nemesis »). Des slogans génocidaires et racistes ont été criés dans les rues de Paris sans que les organisatrices n'en soit apparemment affolées, car la manifestation s'est déroulée « normalement » malgré cette présence. Il faut noter tout de même que cette année le cadre unitaire a refusé la participation au cortège de « Nous vivrons », ce qui n'était pas le cas l'année dernière. Preuve que l'élan de protestation contre la présence de leur cortège lors de la mobilisation du 8 mars dernier en pleine manif et en marge de l'avis des organisatrices, qui avait conduit le cortège sioniste à quitter la manif, a permis de gagner une partie des arguments.

Avec les camarades du collectif Tsedek et quelques camarades UP et d'autres, à quelques-unEs (une trentaine de personne) nous nous sommes mis-es derrière la banderole de Tsedek et nous avons affirmé notre opposition à la présence des sionistes et des fascistes dans cette manifestation.

À quelques-unEs nous avons affirmé que nous ne continuerons pas à manifester comme si de rien n'était pendant que Nous vivrons, soutiens au génocides, paradait tranquillement. À quelques-unEs nous avons affirmé que nous ne laisserons pas Nemesis proférer sa haine dans nos rues. Nous avons dit que partout où ils seront nous seront là et nous nous opposerons à leurs présences. À 30 nous ne pouvons avoir le résultat espéré - celui de les empêcher de manifester - pour y arriver il faudrait que l'ensemble du mouvement féministe, des organisations politiques, syndicales et associatives soit convaincus qu'on doit empêcher les fachos d'apparaître partout, tout le temps, particulièrement dans nos manifs.

Samedi nous avons le rapport de force pour les empêcher de défilier et les moyens d'agir étaient multiples : refuser de commencer la manifestation tant que ces cortèges n'étaient pas dissous, faire chanter l'ensemble de la manifestation des slogans les obligeant à partir, organiser un cortège massif face aux leurs pour les intimider et les obliger par la force du nombre à partir de nos manifs.

Par leur pratique, les organisations féministes disent que tant qu'il y a un cordon de keufs c'est ok pour des fascistes de manifester dans les rues de Paris. Mais le danger fasciste ce n'est pas en période électorale, c'est partout, tout le temps, et c'est donc partout, tout le temps qu'il faut empêcher les fascistes d'exister, de porter leur discours, d'apparaître et de s'exprimer, particulièrement dans nos manifs.

Il est temps qu'on s'organise collectivement pour ne plus laisser faire.

SANA. (PARIS 18^e)



LE RN N'EST PAS LE PARTI DES OUVRIER-ES

Depuis 2017, les résultats électoraux successifs du RN ont rendu la possibilité imminente de son accès au pouvoir crédible. Mais c'est suite à l'électrochoc des européennes et des élections législatives anticipées que nombre de militant-e-s ont véritablement pris conscience du danger. S'en est suivi une formidable mobilisation qui, bien que circonscrite à la campagne électorale, a démontré la volonté de se battre d'une grande partie d'entre nous. Aujourd'hui, il est donc capital de bien cerner notre adversaire pour le combattre avec la stratégie adéquate. Or, nous nous heurtons à gauche à maintes conceptions erronées et illusions quant à l'électorat du RN et la nature de ce vote.

Les sondages ne peuvent être utilisés qu'avec une très grande précaution, notamment lorsque ceux qui produisent l'idéologie dominante s'en servent pour établir que le vote RN serait un vote des classes populaires. La répartition choisie par les instituts de sondage pour définir les différents groupes sociaux agrège des profils très hétérogènes en ne tenant absolument pas compte de la position sociale réelle des individus. Dans l'analyse des élections législatives, Ipsos en retient 5 : les cadres, les professions intermédiaires, les employés, les ouvriers et les retraités¹. Aucune information n'indique ce qui motive ces choix ni les définitions sur lesquelles ils s'appuient pour déterminer ces catégories. Où sont classés les policiers, militaires et gendarmes, c'est-à-dire les professions qui ont un pouvoir coercitif ? Les commerçants, artisans, agriculteurs qui possèdent leur outil de travail ? Les chefs d'exploitations agricoles et les chefs d'entreprise ? La méthodologie choisie ne permet donc pas d'identifier les classes populaires.

De plus la plupart des analyses ne tiennent pas compte de l'abstention, des votes nuls ou blancs et des non-inscrit-e-s. Or, « les différences sociales d'inscription et de participation se cumulent [...] au total, sur 100 français en âge de voter parmi les plus modestes, 62 ont pris part aux élections contre 88 personnes sur 100 parmi les plus aisées² ».

Si on reprend les données de l'enquête Ipsos malgré ces catégories biaisées et qu'on exprime les pourcentages par rapport aux inscrit-e-s, les conclusions sont déjà beaucoup plus nuancées : 30,78% des ouvrièr-e-s, 25,52% des employé-e-s, 19,22% des professions intermédiaires, 13,65% des cadres, 21% des retraité-e-s CSP+, 27% des retraité-e-s CSP-, 18,81% des 18-24 ans et 16,31% des 25-34 ans auraient voté RN. Contrairement aux idées reçues, les jeunes et la majorité des ouvrièr-e-s ne sont pas « gagné-e-s » par l'extrême-droite.

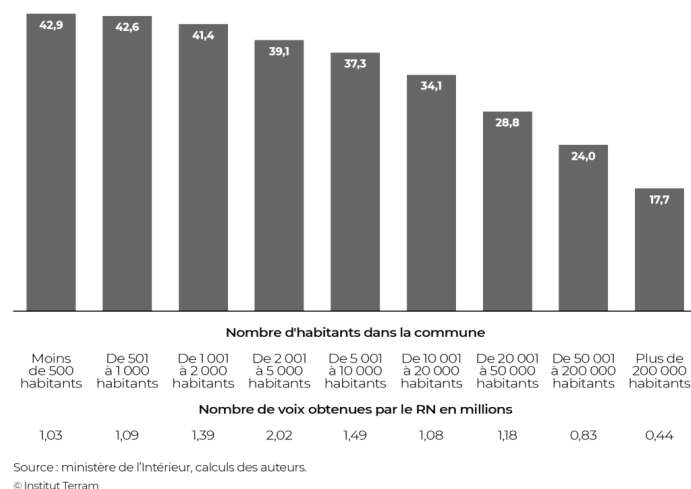
Si on observe les résultats par rapport aux niveaux de vie, 21,66% parmi ceux qui gagnent moins de 1.250€ votent RN et 22,08% parmi ceux qui gagnent plus de 3.000€. Les revenus ne semblent pas déterminants et se baser sur ce

critère n'est donc absolument pas opérant. Mais alors, de quoi le vote RN est-il le nom ?

Un vote de la petite bourgeoisie

La dimension géographique est l'une des données significatives du vote RN. En effet, sur les 10,6 millions de suffrages pour le RN et ses alliés, 7,2 proviennent des villes de moins de 10 000 habitant-e-s soit près de 70%³. Ce sur-vote de la « France périphérique » a beaucoup été commenté mais souvent au détriment du profil de ces électeurices.

Graphique 2. Le vote RN au 1^{er} tour des élections législatives de 2024 en fonction de la taille de la commune



Pour analyser leurs origines sociales, nous sommes confronté-e-s aux mêmes difficultés que pour les sondages. L'INSEE utilise 6 groupes socioprofessionnels dont l'homogénéité sociale prêterait à rire si le sujet n'était pas aussi dramatique : les personnels des services directs aux particuliers (les assistantes aux personnes âgées par exemple) appartiennent au même groupe que les policiers et militaires, les enseignantes du primaire à celui des curés. Les chefs d'entreprises de 10 salarié-e-s ou de 200 000 sont amalgamés. Nous ne pouvons donc nous baser aveuglément sur ces études. En revanche, nous pouvons les combiner en étudiant les spécificités des zones rurales, des petites et moyennes villes

L'INSEE a établi que la proportion de propriétaires était beaucoup plus importante chez les CSP (Catégories socio-professionnelles) non « ouvrier-e-s » et « employé-e-s »⁴. Or, celle-ci varie en fonction de la taille des villes (avec une concentration beaucoup plus importante dans les petites villes : allant d'environ 80% dans les villes de moins de 2000 habitant-e-s à 35% dans les villes de plus de 500 000 hab.). De plus, les revenus

du patrimoine représentent une part du niveau de vie bien plus élevée pour les indépendant-e-s.

Par ailleurs, en raison de leurs différences de structures économiques, sociales et culturelles, les CSP varient elles-aussi en fonction de la taille des villes : les agriculteurs, les exploitants, les artisans, les commerçants, les petits chefs d'entreprise (c'est-à-dire ceux dont les activités sont majoritairement orientées vers les besoins locaux) et les retraité-e-s sont surreprésentés dans les zones où le RN fait ses scores les plus importants. Se dessine alors un premier profil d'électeurice.

Groupes socioprofessionnels	Catégories socioprofessionnelles
1. Agriculteurs exploitants / Agricultures exploitantes	10. Exploitants / Exploitantes de l'agriculture, sylviculture, pêche et aquaculture
2. Artisans / Artisanes, commerçants / commerçantes et chefs / cheffes d'entreprise	21. Artisans / Artisanes 22. Commerçants / Commerçantes et assimilés 23. Chefs / Cheffes d'entreprise de plus de 10 personnes 31. Professions libérales 33. Cadres administratifs et techniques de la fonction publique
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures	34. Professeurs / Professeures et professions scientifiques supérieures 35. Professions de l'information, de l'art et des spectacles 37. Cadres des services administratifs et commerciaux d'entreprise 38. Ingénieurs / Ingénieures et cadres techniques d'entreprise
4. Professions intermédiaires	42. Professions de l'enseignement primaire et professionnel, de la formation continue et du sport 43. Professions intermédiaires de la santé et du travail social 44. Ministres du culte et religieux consacrés / religieuses consacrées 45. Professions intermédiaires de la fonction publique (administration, sécurité) 46. Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises 47. Techniciens / Techniciennes 48. Agents / Agentes de maîtrise (hors maîtrise administrative) 52. Employés administratifs / Employées administratives de la fonction publique, agents / agentes de service et auxiliaires de santé
5. Employés / Employées	53. Policiers, militaires, pompiers, agents de sécurité privée / Policières, militaires, agentes de sécurité privée 54. Employés administratifs / Employées administratives d'entreprise 55. Employés / Employées de commerce 56. Personnels des services directs aux particuliers
6. Ouvriers / Ouvrières	62. Ouvriers qualifiés / Ouvrières qualifiées de type industriel 63. Ouvriers qualifiés / Ouvrières qualifiées de type artisanal 64. Conducteurs / Conductrices de véhicules de transport, chauffeurs-livreurs / chauffeuses-livreuses, coursiers / coursières 65. Conducteurs / Conductrices d'engins, caristes, magasiniers / magasinnières et ouvriers / ouvrières du transport (non routier) 67. Ouvriers peu qualifiés / Ouvrières peu qualifiées de type industriel 68. Ouvriers peu qualifiés / Ouvrières peu qualifiées de type artisanal 69. Ouvriers / Ouvrières agricoles, des travaux forestiers, de la pêche et de l'aquaculture

L'étude, très fouillée, de l'institut Terram permet d'aller plus loin. En effet, elle met en évidence le lien entre capital résidentiel et vote RN. Il existe des discordances notables entre capital culturel et capital économique (on peut être riche sans avoir fait d'études et inversement). Il en est de même quant au capital résidentiel et au capital économique (le choix du lieu d'habitation n'est pas nécessairement lié au niveau de vie). La valeur d'un bien ne dépend ni de sa taille, ni de sa région mais de sa désirabilité. Or, moins la population de la commune est élevée, moins ce capital l'est. Les électeurices du RN expriment « leur frustration vis-à-vis de leur statut de dominés dans le champ immobilier local ou leur insatisfaction de devoir vivre dans une zone de relégation »⁵.

L'« électorat [du RN] se recrute dans la petite classe moyenne et les milieux populaires intégrés socialement [qui] souffrent de ne pas pouvoir vivre plus confortablement et de ne pas pouvoir accéder à un mode de vie s'approchant de celui de CSP+ et des classes moyennes supérieures »⁶. Il existe une corrélation entre les zones où les écarts de niveaux de vie sont les plus importants et visibles et celles où le RN obtient ses meilleurs résultats (avec quelques exceptions). Leurs électeurices se disent « trop riches pour être aidé-e-s mais pas suffisamment pour bien vivre ».

Si on compare les résultats des 3 blocs principaux, dans les zones les plus pauvres, le vote NFP est très largement en tête, dans les zones les plus riches, c'est le bloc présidentiel qui domine et dans les zones où les revenus médians sont modérés c'est le vote RN⁷. Ces éléments démontrent que le vote de gauche serait plutôt un vote populaire, celui du centre et de la droite un vote bourgeois et celui

du RN, un vote de la petite bourgeoisie - petits patrons, indépendants, commerçants, artisans, salarié-es qui occupent des fonctions d'encadrement, de relai des patrons et des fonctions coercitives (police, armée, gendarmerie). Ce ne sont ni des personnes exploitées, ni celles qui détiennent le pouvoir de la bourgeoisie.

Il ne s'agit pas de se faire plaisir et d'utiliser la théorie pour appliquer ensuite des projections qui valideraient nos hypothèses. La classe des exploité-e-s n'est pas homogène, il y existe des tensions, des contradictions et ce serait se leurrer que d'imaginer que certain-e-s ne votent pas RN. Toute la question est de savoir s'ils et elles sont majoritaires, s'ils et elles sont nos allié-e-s, s'ils et elles sont ceux à qui nous devons nous adresser.

Aussi, afin d'être au plus près des rapports de force en présence, il est important de comparer les résultats des élections législatives en tenant compte de la participation, du nombre d'inscrit-e-s et du nombre de personnes n'ayant pas la nationalité française (sans tenir compte des sans-papiers)⁸.

Les disparités sont évidentes mais, en réalité le RN, même dans les campagnes, ne dispose pas de l'hégémonie qu'on lui prête.

Le vote RN est un vote raciste

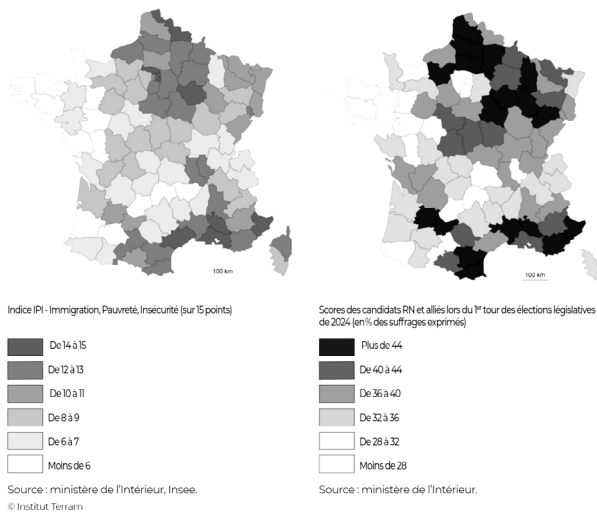
Le débat sur la base sociale du RN n'est pas le seul différend au sein des chercheureuses. Il en existe un autre et de taille : les motivations de ce vote. Une partie d'entre eux pensent qu'il s'agit d'un vote mu par un désespoir social. Pourtant, ce serait ne pas voir « l'éléphant dans la pièce : la question identitaire »⁹. Pour Nonna Mayer, les déterminants les plus importants sont les attitudes : « l'ethnocentrisme est en 1ère position, avec le sentiment affirmé de ne plus être chez soi, suivi en 2ème position de l'hostilité à l'intégration européenne, soupçonnée d'encourager l'immigration, et en 3ème position d'un placement très à droite de l'échiquier politique »¹⁰. Il est notable, à ce titre, que les divers scandales autour de certain-e-s candidat-e-s, les revirements et contradictions du

	Villes de moins de 10 000 hab.	Villes de plus de 10 000 hab.
Vote RN par rapport aux électeur-ices	28,14%	18,92%
Vote RN par rapport au nombre d'hab. adultes	26,94%	15%
Adultes n'ayant pas voté RN	73,06%	85%

programme économique du RN, n'aient absolument pas influé sur ses résultats. D'ailleurs, son électorat n'en connaît souvent qu'un élément : la préférence nationale.

Si l'on reprend les données de l'étude Terram, les motivations qui émergent sont très claires : l'immigration et l'insécurité (ces 2 items recueillent 20 points de + que ceux des salaires et du pouvoir d'achat)¹¹. Les auteur-e-s ont créé un indice IPI (Immigration, Pauvreté - prégnance des inégalités - et Insécurité) dont l'objectif est de croiser différents facteurs qui expliquent le vote RN. Les résultats sur les cartes sont troublants¹². On peut y ajouter les variables nombre d'habitant-e-s de la

Cartes 5a et 5b. L'indice IPI par département et le vote RN au 1^{er} tour des élections législatives de 2024



grand remplacement, le vote RN étaient inassumables, créant une censure inconsciente. Qualifier le RN de parti populiste, débattre avec lui, cesser de lutter ardemment contre le racisme ont contribué à et accompagné sa banalisation. « La politique n'existe pas seulement lors des élections. L'enjeu, pour les syndicats, les associations et les partis, consiste à y reprendre pied pour diffuser une sorte d'antiracisme ordinaire »¹⁶.

Que proposons-nous ? A qui ? Il y a une vraie nécessité aujourd'hui à mobiliser les nôtres, à remettre la solidarité au cœur de nos interventions, à changer le cadre et les questions qu'on nous impose. Il n'y a qu'une chose à faire, se battre inlassablement contre l'extrême droite, la délégitimer, ne lui laisser aucune place, nulle part. Plus que jamais, no pasaran !

commune et capital résidentiel : « Tout se passe comme si, dans ces territoires limitrophes, le rejet de l'immigration se combinait avec le souci de préserver son capital résidentiel. Le vote RN agit alors comme un moyen [...] de mettre à distance les familles issues de l'immigration »¹³. Les dynamiques de ce vote deviennent alors limpides. Il repose sur une petite bourgeoisie blanche, raciste, qui craint, en période de crise, le déclassement et son décrochage. Peut se greffer à elle, comme l'a démontré François Coquard, des individus blancs des classes populaires qui sont influencés par des « figures de réussite – typiquement l'ouvrier qui a réussi à devenir artisan à son compte [...]. En mettant un bulletin RN dans l'urne, ils n'envoient pas un message de colère ou de ressentiment lié à un abandon. Ils affirment au contraire leur style de vie avec fierté »¹⁴. Ils n'ont pas de vision de classe mais une vision raciale.

Le RN est un parti fasciste, comment le combattre ?

La fenêtre d'Overton est « l'ensemble des opinions qui sont considérées comme dicibles, acceptables au sein de l'opinion publique. [...] Toute l'idée de cette fenêtre, c'est qu'elle est dynamique, elle s'élargit, elle se contracte, elle se déplace »¹⁵. Pendant longtemps, l'islamophobie, la théorie du

CHARLOTTE PAVEZ, ROMAINVILLE

- <https://www.ipsos.com/fr-fr/legislatives-2024/sociologie-des-electorats-legislatives-2024/>
- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6658145#encadre2>
- Graphique établi par l'institut Terram à partir des données du ministère de l'intérieur
- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3642600>
- Jérôme Fourquet, Sylvain Manternach, Comprendre la géographie du vote RN en 2024, Institut Terram, p.30
- Ibid., p.16
- Ibid., p.18
- INSEE, répertoire électoral unique, 2020, INSEE, Recensement de la population - Base infra communale (IRIS), 2020 Données combinées et analysées à l'aide du logiciel R
- Vincent Grimault, Racisme ou sentiment d'abandon : ce qui détermine le vote RN, 28/08/24, Alternatives Économiques
- Fabien Escalona, Extrême droite : Cagé/Piketty risquent de bercer la gauche d'illusions, 23/09/23, Mediapart
- Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, op.cit., p.13
- Ibid., p.19
- Ibid., p.30
- Vincent Grimault, op.cit.
- Vitktorovitch, « Zemmour, Bannon et macronistes... Qu'est-ce que « la fenêtre d'Overton » ? », RTL, 23/10/24
- Faury, Dans l'électorat du RN « le racisme s'articule à des expériences de classes », Fabien Escalona, 01/05/24, Mediapart



LUTTES DE CLASSES LES BASES DE L'ANTAGONISME

Dans l'article paru dans le dernier numéro des Cahiers sur la lutte des classes ¹, Ross Harrold, aborde de nombreux aspects (l'histoire, le capitalisme mondial, comment les idées changent...).

De manière surprenante, il n'aborde que superficiellement ce qui en est la source : le rapport d'exploitation. Or c'est ce rapport, indépendant de la volonté et des idées de ses protagonistes qui est à la base de la division entre classes et de l'antagonisme irréductible entre elles. Il explique tant la lutte des classes que la nécessité révolutionnaire.

Dans sa définition la plus générale, l'exploitation est le phénomène par lequel une minorité s'accapare une partie (plus ou moins grande) de ce qui est produit par la majorité.

Sous le capitalisme, la définition est beaucoup plus précise et les formes qu'elle prend sont spécifiques.

Les travailleur•euses sont payé•es pour mettre toute leur capacité de travail (ce que Marx appelait la force de travail) à la disposition des patrons chaque jour. La valeur de cette force de travail est déterminée par ce qu'il faut pour la produire et la reproduire.

Elle est considérablement inférieure à la valeur du travail produit. La différence, accaparée par les capitalistes, est ce que Marx appelait la « plus-value », qui est la source du profit.

Les patrons sont sous pression constante pour augmenter cette plus-value. Soit de manière absolue (par exemple en allongeant la journée de travail) ou de manière relative (en augmentant la productivité du travail). D'où l'antagonisme permanent entre patrons et travailleur•euses (salaires, conditions de travail). Ce qui ne peut se résoudre que par la fin du rapport lui-même.

Le capitalisme est un système global qui relie (notamment au travers du marché) les capitaux et les travailleur•euses entre elles et eux. Ce rapport ne se joue donc pas uniquement à l'échelle de chaque lieu de travail ou de chaque entreprise, mais à l'échelle de toute la société et s'exprime au travers des politiques des Etats, des institutions internationales, etc.

Il est aussi un système global parce qu'il résulte d'un processus historique en s'articulant à de multiples autres rapports de domination (racisme, sexisme...).

La compréhension précise de ce mécanisme n'est pas un enjeu de connaissance savante.



Il en découle notamment :

1- que cet antagonisme est ce qui ne cesse de produire des conflits indépendamment de la volonté, des idées de ses protagonistes. La lutte des classes n'est pas d'abord le produit de la conscience de classe des travailleur•euses. Pas plus qu'elle n'est d'abord celui du cynisme et de la cupidité des capitalistes. C'est la conscience de classe qui est le produit de la lutte tout comme la cupidité et le cynisme des capitalistes est le produit de leurs intérêts de classe.

2- que cet antagonisme joue sur l'ensemble des rapports sociaux et qu'il est autant illusoire de croire que la lutte contre le racisme ou le sexisme peuvent être menées indépendamment de lui que de penser qu'une conscience de classe puisse se développer hors de ces luttes.

3- que cet antagonisme ne peut se résoudre en dehors du renversement de toute la structure dont il est la base. La révolution n'est pas un choix : c'est une nécessité.

Cela signifie que cette analyse a des conséquences sur tous les débats stratégiques qui émergent dans tout mouvement, du plus localisé au plus global, que ce se soit au cours d'une grève (s'agit-il de négocier une « plus juste » répartition des richesses ?), du rapport à l'État (est-il neutre ?), de la lutte contre le racisme (les travailleur•euses blanc•hes sont-ils/elles privilégié•es ?).

En n'allant pas à la base de la question de la lutte des classes, sans doute par souci de rendre accessible la théorie, Ross ne nous arme pas suffisamment. Construire l'autonomie de classe c'est aussi se forger collectivement des armes théoriques en acier, aussi antagonistes avec les idées dominantes que nos intérêts le sont du capitalisme.

DENIS GODARD — PARIS 20^E

1 — La lutte des classes au 21^e siècle, les cahiers d'A2C n°14



LE POUVOIR EST À LA RUE !

Dockers, fonctionnaires, cheminot-es, travailleurs et travailleuses du privé, les grèves de ce mois de décembre montrent que la conflictualité sociale n'est pas enterrée.

C'est une nouvelle preuve que Macron n'a pas réussi à utiliser le passage en force de la réforme des retraites pour briser le mouvement social et notamment les syndicats.

Mais alors que la crise politique « par en haut » s'accélère à nouveau, il est plus qu'urgent de tirer le bilan de l'expérience et de l'échec du mouvement des retraites pour que cette conflictualité fasse émerger les formes d'auto-organisation et de direction alternative qui ont manqué en 2023.

Pourquoi avons-nous échoué ?

On parle d'un mouvement de masse. Deux tiers de l'opinion était opposée à la réforme. De janvier à juin, 14 journées massives de manifestation ont réuni, pour la plupart, de 2 à 3 millions de personnes dans la rue.

Cela s'est accompagné de grèves.

L'unité syndicale, incarnée par la création de l'Intersyndicale, a joué un rôle dans l'impulsion de départ pour

susciter un large mouvement. Mais la légitimité tirée comme direction du mouvement a aussi eu un prix à payer. Rappelons-nous que le mouvement a été dominé de bout en bout pas la stratégie institutionnelle des directions syndicales.

Tant dans ses formes que dans ses revendications le mouvement a été construit non comme un antagoniste au pouvoir mais comme un moyen de pression sur l'Assemblée nationale. Les directions syndicales ont tablé sur la création d'un mouvement d'expression massif de l'opposition à la réforme plus que sur un mouvement de lutte. D'où la succession de journées nationales de manifestation calées sur le calendrier parlementaire, puis celui du Conseil constitutionnel. Ce n'était finalement pas en tant que travailleurs ou travailleuses que

nous étions appelés à nous mobiliser mais en tant qu'électeurs et électrices.

D'où le refus d'organiser un « blocage du pays » et de construire un mouvement de grève générale.

D'où aussi la limitation du mouvement à la seule question de la réforme elle-même. Alors que Darmanin préparait sa loi ouvrant la voie au RN. Alors que les 30 000 manifestants de Ste Soline montraient la disponibilité pour une généralisation politique dans l'affrontement avec le pouvoir. Alors que la participation impressionnante à la grève féministe le 8 mars démontrait que l'unité de notre classe se construit aussi sur d'autres terrains que la lutte strictement économique.

Une raison objective

Un courant comme Révolution Permanente a fait de la politique des directions syndicales l'argument central, si ce n'est unique, de l'échec du mouvement. Assez logiquement il en a déduit qu'il

fallait construire une direction alternative et se concentre largement depuis sur la construction DU parti.

La plupart des courants de la gauche radicale – comme le NPA

- ont adopté la position opposée en refusant de critiquer la politique des directions syndicales sous prétexte qu'il n'existait pas d'alternative. La responsabilité de l'échec était mise alors sur le supposé manque de combativité de notre classe et l'analyse générale de la période comme produit d'un rapport de forces dégradé.

Cette analyse s'appuie sur des faits objectifs dont beaucoup d'entre nous ont fait l'expérience au sein du mouvement : la faiblesse – pour dire le moins - de structures d'auto-organisation jusque dans les secteurs en lutte. Cette absence a été reliée aux résultats d'études montrant la faiblesse et l'hétérogénéité des implantations syndicales et, surtout, le recul, au sein des sections syndicales de traditions de mobilisation active pour la lutte.

Mais ces deux analyses partagent le même défaut : une vision figée de la lutte de classe et l'idée que les solutions politiques viennent de l'extérieur. C'est ce qui explique sans doute que des personnalités proches de ces deux courants ont sont arrivées à défendre cet automne, dans une tribune initiée notamment par Frédéric Lordon et Stathis Kouvelakis, que les député-es NFP devaient voter une proposition du RN pour abroger la réforme des retraites.

Articuler critique et réponse concrète

L'argument du manque d'alternative est un raisonnement qui s'auto-entretient : puisqu'on n'a pas fait ce qu'il fallait, continuons comme ça et la prochaine fois nous serons dans la même situation (et nous pourrons à nouveau utiliser les mêmes arguments) !

Pourtant le mouvement des retraites a démontré qu'il fournissait lui-même les ingrédients pour dépasser ses faiblesses. Pour la première fois depuis des années les syndicats ont inversé la tendance à la diminution de leurs effectifs. Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses ont rejoint la CFDT et la CGT. Des liens se sont renforcés avec le mouvement féministe. Pendant plusieurs mois les Soulèvements de la terre ont mobilisé des dizaines de milliers de personnes. Les révoltes qui ont suivi l'assassinat de Nahel ont montré la capacité de colère dans la jeunesse des quartiers. Après le 7 octobre le mouvement de solidarité avec la Palestine a démontré la capacité de radicalisation dans la jeunesse.

Si on arrête de penser la lutte de classe comme la succession de moments déconnectés les uns des autres mais comme un processus, la question ne devient plus : « était-il possible de gagner ou pas ? » résumée en « existait-il une alternative aux directions syndicales ou pas ? » Mais plutôt : existait-il la possibilité de commencer à la construire ?

La croissance des effectifs syndicaux, les tentatives de certains secteurs pour lancer un mouvement de grève reconductible, la disponibilité d'activistes pour aller soutenir les piquets de grève des éboueurs ou des raffineries, les manifestations sauvages qui ont suivi le passage en force de la loi, la popularité du slogan « et nous, aussi, on va passer en force », tout cela a témoigné que des dizaines de milliers de jeunes et de travailleuses et travailleurs étaient en position de construire une autre stratégie. Cela démontre la nécessité de regrouper ces activistes sur une base qui articule la critique de la

politique des directions politiques et syndicales avec les initiatives concrètes pour construire les formes d'organisation de base, les formes d'auto-organisation dans les lieux de travail, les facs, les quartiers. Qui articulent la lutte politique, contre le racisme, contre le sexisme et la transphobie, contre le colonialisme et le fascisme avec la lutte économique. Parce que l'unité et la solidarité de classe, conditions nécessaires à l'affrontement avec le pouvoir ne peuvent se construire que par la solidarité de classe concrète. Qui montrent donc que c'est possible et rendent concrète l'alternative.

C'est maintenant

Il est bien sûr impossible de dire à l'avance comment va évoluer le mouvement de conflictualité sociale.

Ce qui est par contre sûr c'est que c'est là que se trouve le terrain des solutions et pas dans les manœuvres tablant sur les solutions institutionnelles pour aboutir à un gouvernement plus ou moins « de gauche ».

Car il ne s'agit pas uniquement des grèves. Un des effets de cette situation – et sans doute une des conséquences du mouvement de 2023 – est que les syndicats – pour le meilleur et pour le pire – ont aussi joué ouvertement le rôle de direction politique. Cela s'est notamment traduit dans le rôle

joué par la direction de la CGT lors de la séquence électorale qui a suivi la dissolution. Mais aussi dans sa volonté, selon ses propres termes – d'organiser la confrontation avec le pouvoir

pour lutter contre la politique anti-migrant-es.

Le bilan du mouvement des retraites nous donne donc une feuille de route. Chaque grève locale, aussi limités soient ses objectifs, est le terrain sur lequel peuvent se construire/reconstruire à la fois l'organisation de lutte de base et la tradition de mobilisation active. Chaque mouvement de grève plus global favorise les liens, avec d'autres secteurs, avec la mobilisation de quartier, etc. L'appel syndical à participer aux mobilisations contre le racisme, contre le sexisme etc. n'est certainement pas une garantie de la politique qu'y joueront les directions. Mais elle est la porte ouverte pour construire, au sein des syndicats, le combat pour l'unité de classe, développer les liens entre organisations sur les lieux de travail et organisation sur les quartiers.

Ce ne sont pas des injonctions de l'extérieur qui permettront d'avancer dans ce sens mais l'intervention active et concrète de chacun-e dans son lieu de travail, dans son quartier et la coordination de ces expériences. C'est au travers de cette intervention que doit se développer une organisation des révolutionnaires. Non comme direction du mouvement mais comme outil nécessaire pour la faire émerger, dans le mouvement et pour le mouvement.

DENIS GODARD (PARIS 20^e)



GRÈVES :



C'EST REPARTI ?

L'absence actuelle de perspectives « par en haut » due au blocage parlementaire sera favorable aux initiatives « par en bas ». Des luttes vont avoir lieu qui seront autant d'opportunités pour développer des sections syndicales de combat et des organisations de base. »

C'est l'hypothèse que nous avons faite cet été après la séquence électorale. Les analyses ne valent et ne donnent une boussole que si elles sont confirmées par les faits. Est-ce le cas ?

La seule chose qu'on peut dire c'est que cette hypothèse n'est pas invalidée par les faits.

Il n'existe pas de données globales sur le niveau et les caractéristiques des grèves en instantané. Les seules données administratives (celles de la DARES), par ailleurs limitées, n'apparaissent qu'avec un délai de deux ans (nous disposons actuellement des chiffres pour 2022).

Les seules organisations qui auraient un réseau d'implantation suffisant pour produire ce type de données (les syndicats) ne le font pas.

La seule base dont nous pouvons disposer est de recenser – sur internet – des articles de presse de journaux locaux. Mais il faudrait qu'elle soit systématique sur la multiplicité des sources et surtout sur la durée. Est-ce que le nombre de grèves locales actuelles est plus important qu'il y a deux mois, un an ?

Néanmoins ce qu'on peut en tirer :

- Les analyses dominantes – notamment à gauche – sur la faiblesse du mouvement social venant expliquer les offensives du pouvoir, la montée de l'extrême droite etc.. sont plus des prétextes que la réalité. Il suffit de taper « grève » et l'onglet « actualités » sur google pour voir défiler des exemples de grèves.

- Jusqu'à la mi-décembre ces grèves sont très localisées et touchent – pour la quasi-totalité – un seul établissement.

Il ne semble pas que ce soit l'étiquette syndicale qui compte. A Décathlon c'est la CFDT qui lance un processus de grève, idem à Vannes dans les bus ou à l'usine Oxyontage dans le Finistère. C'est FO pour les cantines scolaires à St Denis, la CGT à l'usine métallurgique de Fives Cryo en Lorraine ou au Centre de gérontologie de La Rochelle. Là où plusieurs syndicats existent c'est l'intersyndicale qui est impliquée.

Tous les secteurs et territoires, public comme privé, sont touchés. Cela est lié aux thématiques de grèves dont la nature est économique : salaires, conditions de travail et refus des licenciements. A Mandelieu-la-Napoule et Théoule-sur-Mer en PACA une filiale de Véolia est en grève illimitée depuis le 29 novembre. A Evry-Courcouronnes le Lycée Georges Brassens s'est mis en grève pour obtenir des embauches. Depuis le 1er octobre les sapeurs-pompiers du Rhône sont en grève illimitée sur la question des effectifs. L'Institut de cancérologie (Angers et St Herblain) s'est mis en grève le 27 novembre sur les salaires et conditions de travail.

Il y a cependant des secteurs où les mobilisations sont aussi liées à des aspects généraux :

- Restructurations et suppressions massives de postes dans les secteurs de l'automobile et de la distribution

Conséquences différées des processus d'ouverture à la concurrence dans le secteur des transports régionaux. Les grèves sont multiples sur tout le territoire sur les lignes de bus par exemple : réseau Cap-Cotentin (Manche) le 28 novembre, Moulins (préavis pour le 6 décembre), Laval les 28 et 20 novembre, plusieurs lignes en Loire-Atlantique fin novembre, préavis pour décembre à Vannes, plusieurs semaines à Cergy et Conflans. Ca peut être le cas aussi pour le secteur de la santé.

- Effets des coupes dans les budgets des régions. Les agent-es du Conseil départemental de la Haute-Garonne étaient en grève le 26 novembre et ceux et celles des Missions locales des Pays de Loire le 28.

Ce climat a sans doute joué un rôle dans l'appel à des mobilisations plus globales par les directions des syndicats.

Le 3 décembre les agent-es de l'Assurance Maladie seront en grève. Le 5 décembre les syndicats de la Fonction publique, l'éducation et l'énergie appellent à une journée de grève. Le 11 décembre les syndicats des cheminots appellent au démarrage d'une grève illimitée. Et le 12 décembre la CGT, par la voix de Sophie Binet, a appelé les salarié-es (du privé) à une journée de grèves et d'occupations contre les plans de licenciement et pour l'emploi.

DENIS GODARD (PARIS 20^e)



GRÈVE POUR LA RÉGULARISATION, LA NÉCESSITÉ DE LA GRÈVE POLITIQUE !

Les mobilisations à l'occasion de la journée internationale des migrant·e·s qui auront lieu partout dans le pays (et dans beaucoup d'autres¹) du 14 au 18 décembre seront le 1er acte d'une campagne qui va se développer dans les mois qui viennent pour obtenir la régularisation massive de sans-papiers, lutter pour les droits des mineur·e·s isolé·e·s et l'hébergement des migrant·e·s à la rue et enfin pour se donner les moyens de renverser le climat raciste. De la réussite de ces mobilisations du 14 au 18 décembre dépendront nos capacités à construire cette campagne pour gagner.

À travers son implication et ses interventions dans la préparation de ces mobilisations, la CGT a posé concrètement la grève comme un des moyens à travers lequel la lutte pourra se développer dans cette campagne, notamment pour obtenir des régularisations. Les dernières grèves massives de travailleur·euses sans-papiers remontent à octobre 2023 : Dès le 17 octobre, partout en Ile de France des travailleur·euses sans-papiers occupent leurs lieux de travail. Soutenus par la CNT-SO, les collectifs de sans-papiers et la Marche des Solidarités, des travailleur·euses en grève occupent un site des Jeux Olympiques. Et soutenu·es par la CGT, plus de 500 travailleur·euses occupent 33 entreprises, pour la plupart des agences d'intérim. Tous les piquets de grève soutenus par la CGT parviendront à obtenir quelques mois plus tard un accord de la part de Darmanin pour que tous·tes les grévistes soient régularisé·es avec plusieurs dizaines de leurs camarades du Nord, de la Marne et de Seine-Maritime en lutte à Emmaüs, Amazon ou encore en tant que saisonnièr·es agricoles.

Entre le début de cette grève et l'obtention des régularisations, la loi Darmanin avait été votée par la majorité présidentielle et les député·es fascistes du Rassemblement National. Déjà pour les grévistes de 2023, les accords ont été plus difficiles à obtenir que lors des mouvements précédents et ils n'ont

pas concerné les grévistes du chantier des JO. Comme pour d'autres luttes récentes telles que celle soutenue par le syndicat Solidaires à Chronopost, cela illustre déjà un durcissement en cours du pouvoir sur les questions de régularisation. L'Etat met désormais en application la loi Darmanin et impose à tout mouvement pour la régularisation d'élever le rapport de force requis pour gagner.

La bascule raciste de la loi Darmanin

A la suite du mouvement de grève de milliers de travailleurs sans-papiers de 2008 à 2010, l'objectif principal des grèves de travailleur·euses sans-papiers qui ont suivi étaient d'obtenir l'ensemble des pièces exigées par la circulaire Valls établie en 2012. Cette circulaire précise tout un ensemble de critères donnant droit à une régularisation : Il faut disposer d'un certain nombre de fiches de paie, de justificatifs, de preuves de présence ainsi que la reconnaissance de l'emploi par les patron·nes, à travers des CERFA ou des certificats de concordance selon que les travailleur·euses sans-papiers travaillent sous de faux papiers ou sous l'identité d'une autre personne.

La circulaire Valls précisant des critères de régularisation, un des enjeux de la lutte consistait à arracher l'ensemble des preuves aux patrons et

d'imposer aux préfet-es d'y répondre positivement car ceux-ci ont toujours eu sur cette circulaire Valls un pouvoir discrétionnaire. Le rapport de force devait s'établir au niveau des patron-nés afin de remplir l'ensemble des critères et vis-à-vis des préfetures pour qu'elles traitent les dossiers.

L'application de la loi Darmanin a changé la situation et impose un rapport de force d'un niveau supérieur. Les collectifs de sans-papiers, les réseaux de solidarité, les syndicats, les associations sont unanimes sur l'ensemble du territoire : le nombre de refus de demandes de régularisation ou de renouvellements de carte de séjour est en train d'augmenter fortement et rapidement et cela concerne toutes les préfetures. Les délais sont encore plus longs qu'avant et, même quand les récépissés sont parfois obtenus, ils ne se transforment que trop rarement en titres de séjour effectifs. Et quant aux refus, ils s'accompagnent systématiquement d'OQTF.

Cette situation concerne directement des millions de personnes avec et sans-papiers parmi nous. Darmanin avait annoncé la couleur de cette loi qu'il qualifiait lui-même de « texte le plus ferme avec les mesures les plus dures depuis ces trente dernières années. »² dont il ne cachait pas les ambitions : « On veut ceux qui bossent, pas ceux qui rapinent »³ et le ministère de l'Intérieur met désormais tout cela en œuvre en exigeant des préfet-es de réduire l'immigration légale comme illégale par tous les moyens à leur disposition⁴. Et ces nouvelles conditions s'accompagnent d'une situation générale où 143 député-es fascistes siègent à l'assemblée et le RN qui semble de plus en plus en capacité de prendre le pouvoir.

Nécessité de la grève politique

Pour qu'une prochaine vague de grèves de sans-papiers arrache des régularisations, il faudra évidemment en premier lieu que les grévistes sans-papiers soient les plus nombreuses et nombreux, qu'il y ait des piquets dans le plus de villes et de quartiers différents, que les locaux des entreprises soient occupés, que les piquets soient organisés par les grévistes et ouverts sur les quartiers alentours. Et plus la diversité des secteurs dans lesquels il y aura des grèves sera importante, plus cela donnera la capacité à un nombre important de femmes sans-papiers de faire grève.

Mais plus encore que d'étendre la grève parmi les sans-papiers, il faudra aussi se donner les moyens que ça puisse être une grève de toutes et tous. Et partout où cela sera rendu possible, ce sera aussi bien des exemples pour la suite que des forces pour tout de suite.

Dans les entreprises où des travailleur-euses sans-papiers feront grève, il faudra encourager que leurs collègues « avec papiers » fassent également grève ! Il faudra également saisir toutes les opportunités pour développer la grève dans les secteurs où des luttes sont déjà engagées en

solidarité avec les migrant-es et contre le racisme, comme les écoles, les collèges et les lycées ou le travail social, etc. Et enfin dans les secteurs qui seront déjà engagés dans des grèves au moment où celles des travailleur-euses sans-papiers se déclenchent. Faire grève pour l'égalité des droits, pour la solidarité, pour imposer la régularisation, pour créer les conditions de l'unité de notre classe et un rapport de force général plus propice à gagner également sur d'autres revendications, qu'elles soient pour des salaires, de nouveaux droits, contre des réformes ou pour les retraites.

LA RUE, LA RUE, LA RUE

Avant les grèves de travailleur-euses sans-papiers de 2008-2010, le mouvement des sans-papiers avait déjà développé d'autres modalités de lutte que la grève, qui ont perduré notamment à travers les collectifs de sans-papiers et les réseaux de solidarité : occupations, manifestations, actions, marche nationale, etc. Les victoires des collectifs de mineur-es isolé-es récemment constitués sont des exemples du potentiel de ces modes d'action.

Une grève qui veut gagner des régularisations pour des travailleur-euses devra se battre pour l'égalité des droits de toutes et tous et se combiner avec des revendications et des modes d'action d'un mouvement plus large. En plus des grèves, il faudra lancer des occupations pour réclamer un logement et la reconnaissance des mineur-es isolé-es, organiser des rassem-

L'application de la loi Darmanin [...] impose un rapport de force d'un niveau supérieur [Pour arracher des régularisations], plus encore que d'étendre la grève parmi les sans-papiers, il faudra aussi se donner les moyens que ça puisse être une grève de toutes et tous

blements de soutien dans les quartiers où des grèves et des occupations seront organisées, des grandes manifestations qui rassemblent l'ensemble des collectifs en lutte et appellent toutes celles et tous ceux qui veulent se battre contre le racisme et qui veulent faire reculer les fascistes à se joindre à la bagarre.

A ce stade de développement du racisme d'État en France, un mouvement de grève pour la régularisation se retrouvera nécessairement à devoir se hisser à des niveaux de confrontation sociale qu'il ne pourra affronter que s'il est partie prenante d'un mouvement plus large qui se bat pour l'égalité des droits, pour la reconnaissance de minorité, pour un logement pour toutes et tous, contre les CRA et contre le racisme. Seul un tel mouvement pourrait permettre de renverser la vapeur et le fond de l'air raciste, de commencer à faire reculer les fascistes.

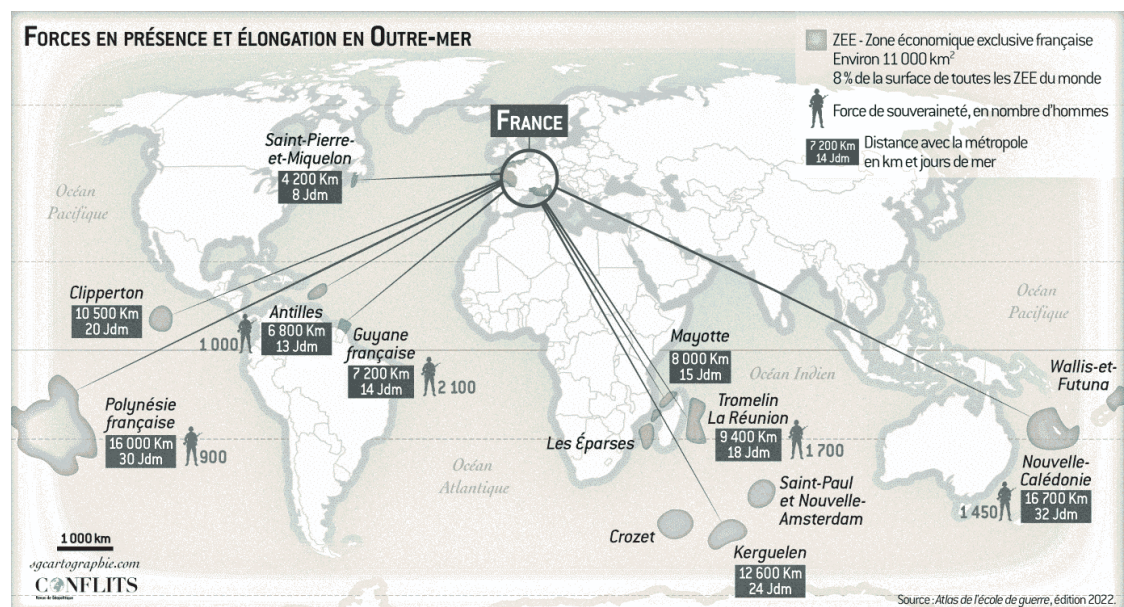
MATHIEU PASTOR — A2C PARIS 20^E

1 – <https://worldgainstracism.org/2025-waraf/london-calling-fr/>

2 – https://www.francetvinfo.fr/politique/gerald-darmanin/projet-de-loi-sur-l-immigration-gerald-darmanin-defend-le-texte-le-plus-ferme-depuis-ces-trente-dernieres-annees-dans-un-entretien-au-jdd_6137988.html

3 – https://www.bfmtv.com/politique/gouvernement/on-veut-ceux-qui-bossent-pas-ceux-qui-rapinent-gerald-darmanin-defend-le-projet-de-loi-immigration_AN-202212060250.html

4 – https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/10/09/bruno-retailleau-annonce-deux-circulaires-pour-reduire-l-immigration_6347291_3224.html



COMPRENDRE LE COLONIALISME FRANÇAIS POUR MIEUX LE COMBATTRE

Pour la plupart des observateur-riche-s dans le monde, il ne fait pas de doute que les «départements d'outre-mer» français sont des colonies, qui paraissent bien anachroniques après les vagues de luttes de libération nationale et le démantèlement des empires européens. Il n'y a qu'en France qu'on se convainc que les habitant-e-s de ces pays ont de la chance d'être pris en charge, même si on en connaît peu les réalités au-delà de quelques clichés. Et à chaque fois que des mouvements sociaux éclatent, on entend que ces territoires coûteraient cher à la France sans rien lui rapporter. Pourquoi dans ce cas y envoyer des contingents de gendarmes mobiles ? Pourquoi la France refuse-t-elle l'auto-détermination des peuples de Nouvelle-Calédonie, des Antilles, de Guyane ou de la Réunion ?

Un contre-développement qui produit des inégalités et de la pauvreté

L'esclavage a conduit à l'extermination des peuples autochtones puis à la déportation de millions d'Africain-e-s. Malgré son abolition dans les colonies françaises (1794 puis 1848), obtenue par les luttes de masse des esclaves et par la nécessité de moderniser le système, la structure hiérarchique socio-raciale pèse toujours dans les sociétés de plantation. Dans toutes les sociétés post-esclavagistes, on observe le maintien des Afro-descendant-es et des Autochtones dans une position subalterne. Les vagues d'immigration asiatique ont également contribué à ces sociétés créoles, dans lesquelles la couleur de peau et l'appartenance communautaire réelle ou supposée pèsent particulièrement sur le destin des individus et des groupes sociaux.

Tout développement économique endogène est combattu car il permettrait de sortir de la dépendance coloniale. La corruption de la classe politique est encouragée pour garder le contrôle sur les élites et discréditer l'indépendance.

Les tableaux ci-contre font état de sociétés restées très inégalitaires, incomparables avec la France au niveau de la pauvreté et du développement humain. Depuis des décennies, le discours dominant est pourtant celui du «rattrapage des outre-mers», et les médias pointent régulièrement du doigt le coût des colonies pour la métropole.

La départementalisation de 1946 et la conquête progressive de droits sociaux équivalents à ceux des Français de l'Hexagone a conduit à élever les niveaux de vie comparativement aux pays voisins et à casser l'agriculture de substance. La dépendance aux transferts sociaux de la métropole s'en est accrue, et des vagues migratoires récentes ont permis la mise en concurrence entre travailleur-euse-s, et détournent les colères sociales.

Le rattrapage est un mythe. L'argent investi par l'Etat est insuffisant pour les besoins des populations et, grâce aux multiples défiscalisations, il revient majoritairement dans les poches des grandes entreprises françaises ou des descendants des colons, qui bénéficient de rentes monopolistiques. L'octroi de mer (une taxe à l'importation) permet

d'exonérer l'Etat du financement des collectivités locales et de renforcer la dépendance aux produits importés. Les colonies départementalisées ne représentent donc pas un poids économique pour la France, comme le proclame l'idéologie dominante.

Cependant, le principal enjeu des « confettis de l'empire colonial » n'est pas strictement économique. Pour comprendre pourquoi la France refuse de lâcher ses colonies, il faut observer les enjeux géostratégiques.

Des enjeux géostratégiques majeurs

De la guerre froide jusqu'au monde multipolaire actuel, la France est parvenue à maintenir son rang de grande puissance, parmi les 5 membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, dotée de l'arme atomique, avec une influence diplomatique grâce à la souveraineté qu'elle maintient sur les territoires qu'elle considère comme « ultra-marins ». Le ratio du nombre de militaires par habitant est beaucoup plus important dans les colonies qu'en France, et la dernière loi de programmation militaire 2023-2028 renforce cette présence, avec le redéploiement des troupes auparavant stationnées en Afrique de l'Ouest.



Des bases militaires sont installées dans les océans Indien, Atlantique et Pacifique, et notamment dans la principale zone stratégique de confrontation inter-impérialiste d'aujourd'hui, que les militaires appellent « indo-pacifique ». Mayotte contrôle l'entrée du canal du Mozambique, et grâce à la Réunion, la Nouvelle Calédonie et la Polynésie, la France est signataire du Traité d'Amitié et de Coopération en Asie du Sud-Est et participe au Forum régional de l'ASEAN.

La France possède le deuxième domaine maritime derrière les Etats-Unis, avec une Zone économique exclusive de plus de 11 millions de km². Ce contrôle permet l'accès à d'importantes ressources halieutiques (pêche), mais surtout scientifiques et géostratégiques. Les fonds marins, un des derniers espaces peu exploités de la planète, représentent un des lieux majeurs de la compétition impérialiste au 21^{ème} siècle. Par exemple, les Terres australes et antarctiques françaises abritent des stations météorologiques qui permettent d'observer le changement climatique, ainsi que des réserves de pétrole et de métaux rares. Même les courants

marins pourraient devenir une nouvelle source d'énergie.

La Kanaky-Nouvelle-Calédonie est le 4^{ème} producteur mondial de nickel, ses réserves sont évaluées à 10% du total mondial. L'exploitation du nickel représente 1/4 des emplois du privés (directs et indirects), et 90% des exportations, vers des pays d'Asie qui l'utilisent dans la production d'aciers de haute qualité ou de batteries électriques.

Le nickel représente un enjeu politique car, suite aux accords de Nouméa, la province Nord, à majorité kanak et indépendantiste, détient 51% du capital d'une des trois grandes usines de l'île à Koniambo. Cependant, le développement économique fondé sur les ressources minières est fragile car il représente de lourds investissements et dépend des cours mondiaux qui peuvent varier très rapidement (la Bourse des Métaux est à Londres). L'exploitation minière a également des impacts très négatifs sur l'environnement. Les mêmes observations sont sans doute valables à propos des projets d'exploitation par Total du pétrole off shore au large de la Guyane.

En Guyane, le centre spatial européen de Kourou profite de sa localisation proche de l'équateur, car les lancements d'Ariane profitent d'une force maximale de rotation terrestre et demandent donc moins de kérosène. Pour cette raison, la France loue également à la Russie la base de Soyouz à Sinnamary. Cependant, la concurrence est de plus en plus forte avec les bases US en Floride et au Texas, russes en Sibérie, indiennes et chinoises, en vue de la conquête de l'espace, nouveau terrain de jeu pour l'expansion capitaliste.

Le caractère colonial de l'industrie spatiale française est avéré : absence de retombées économiques significatives via l'exonération de tout impôt sur le foncier, recrutement majoritairement exogène des cadres, ségrégation sociale et raciale de la ville de Kourou, refus d'enquêtes indépendantes sur les maladies respiratoires... Les Guyanais-e-s ne s'y sont pas trompé-e-s lors de la grève générale de 2017 : c'est le blocage stratégique du rond-point de la Carapa qui a empêché le décollage d'Ariane et permis la signature des Accords de Guyane.

La prise en compte de ces enjeux stratégiques permet de comprendre pourquoi la France fait tout pour conserver ses dernières colonies. Céder une réelle autonomie à l'une, ce serait prendre le risque de les perdre toutes.

Entre luttes sociales et danger de « mayottisation »

Depuis les années 2000, la généralisation des grandes surfaces et de la société de consommation aux Antilles, en Guyane et à la Réunion a accentué la dépendance aux produits importés, avec des écarts de prix entre 15% et 40% sur les produits alimentaires. La lutte contre la vie chère est donc devenue une préoccupation importante. Autour de cette revendication se sont construites des coalitions sociales de circonstance et des perspectives

politiques fluctuantes. En 2008-2009 ont eu lieu des grèves générales avec des barrages des carrefours routiers, où les syndicats de salarié-e-s avaient une place centrale, avec également une présence des petits patrons (notamment du transport) et une menace d'embrasement via l'entrée en scène de la jeunesse précarisée sur les barrages. Ces mouvements, héritiers d'une longue histoire de lutte, ont obtenu des avancées ponctuelles pour les travailleur-euse-s et la population mais n'ont pas réussi à modifier la structure économique et sociale qui produit la vie chère.

Les mouvements récents en Martinique, à la suite des mobilisations contre le pass sanitaire au moment du COVID, ont été menés par des collectifs moins ancrés dans la société et plus confus, avec certain-e-s leaders de premier plan qui acceptent de s'afficher auprès du RN. Les revendications prennent leur sens quand elles s'articulent dans un objectif d'émancipation sociale et décoloniale, sinon elles risquent d'être un feu de paille, voire d'accroître la dépendance envers les produits importés de France et la défiance de la masse de la population.

Les ressentiments face au maintien des inégalités et à l'incurie des élites politiques se combinent désormais avec la désignation des migrant-e-s les plus récent-e-s comme responsables de la crise. Les votes pour le RN ne sont plus limités aux familles des colons ou de leurs descendants et aux membres des forces de répression, ils sont devenus massifs au fil des scrutins présidentiels. Des discours ouvertement racistes se déploient, au sein de la petite bourgeoisie et dans les milieux populaires, y compris dans des secteurs jusque-là influencés par la gauche et les indépendantistes. L'Etat français est ainsi accusé de favoriser les migrant-e-s contre les natifs, la police est accusée d'être laxiste face à la délinquance, la suppression du droit du sol devient envisagée dans le débat public.



C'est à Mayotte, dernière colonie à être départementalisée, que ce processus d'unification de la société colonisée contre «l'étranger», comorien ou africain, est le plus engagé. Issue d'une séparation artificielle de l'archipel des Comores lors du passe-passe de Giscard au référendum de 1976, séparation toujours condamnée par les résolutions de l'ONU, l'île de Mayotte est aujourd'hui un laboratoire pour les politiques racistes et sécuritaires. Des maires

peuvent appeler publiquement la population mahoraise à des opérations de destruction des maisons des migrant-e-s et de traque des exilé-e-s, avec la passivité ou le soutien des forces de police. A tel point qu'on parle de «mayottisation» pour désigner les pires scénarios auxquels mènent les politiques de division raciste des populations.

Comment être anticolonialiste en France ?

Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre. Pour les militant-e-s de la gauche française, dont l'auteur de cet article fait partie, cette affirmation devrait être davantage méditée. Les anticolonialistes guyanais-e-s ont l'habitude de dire des Français-e-s qui viennent travailler dans leurs pays, qu'ils se disent souvent humanistes, et parfois féministes, syndicalistes ou communistes quand iels prennent l'avion à Roissy, mais qu'après huit heures de vol, arrivé-e-s en pays dominé, le plus souvent iels se retrouvent juste dans une position de colon, avec la mentalité et les réflexes qui vont avec. Le paternalisme colonial, la certitude de la supériorité de ses valeurs et de sa culture, de son «modèle républicain», continuent souvent à gangrener la gauche française. Le programme de la France insoumise dans les colonies, par exemple, se propose d'appliquer ce que les gouvernements successifs promettent depuis des décennies, un alignement des conditions de vie sur la métropole et une adaptation à la marge des réglementations en vigueur, dans le cadre d'une «égalité républicaine» de moins en moins crédible².

Dans le contexte d'un risque de déclassement de la France au niveau international, qui serait encore amplifié par la perte de ses dernières colonies, il n'est pas toujours facile de tenir des positions internationalistes.

Ce que ne comprennent pas les nostalgiques de la grandeur française, c'est que de nombreux peuples sont en train de comprendre qu'ils pourraient vivre mieux en sortant de la tutelle. Soixante ans après l'indépendance du Burkina Faso, 80% de la population n'a toujours pas accès à l'électricité, alors que l'ancienne puissance coloniale extrait l'uranium du Niger voisin pour son industrie nucléaire. Quelques mois après le départ des militaires français, le gouvernement burkinabé signait un contrat avec la Russie pour la construction prochaine d'une centrale nucléaire sur place.

L'Azerbaïdjan, qui préside le mouvement des non-alignés³ à l'ONU, critique ouvertement la politique de la France dans ses colonies et propose un soutien matériel et diplomatique aux mouvements qui la contestent. Bien sûr, ce pays utilise ce moyen pour faire pression dans le cadre de sa guerre contre les Arméniens du Haut Karabagh, soutenus (officiellement) par la France. Nous ne sommes pas sur une approche campiste, à A2C, nous avons une vision globale de l'impérialisme, mais nous savons que notre responsabilité première est de lutter contre «notre» classe dirigeante, contre le pouvoir de nuisance de «notre» État, car personne ne pourra le faire à notre place.

Alors qu'on vient de célébrer le cinquantième anniversaire de la Révolution des Œillets, un parallèle pourrait nous être utile. Le Portugal était, en 1974, un pays qui s'accrochait à ses colonies de l'Angola et du Mozambique, et dont la défaite a

conduit ses soldats à se retourner contre le pouvoir, et à fraterniser avec les mouvements ouvriers. C'était un pays devenu marginal en Europe, où le projet de l'extrême-droite au pouvoir était de revenir à l'âge d'or (très) lointain d'un empire colonial disparu. Un pays où la jonction de la révolution anticoloniale et de la révolution sociale a permis une des dernières expériences d'un pouvoir par en bas en Europe de l'Ouest¹.

A l'heure où les fascistes, en France et ailleurs, portent ce fantasme de la « grandeur » coloniale perdue, à nous de faire vivre un internationalisme concret, à la fois humble et ambitieux, qui représente la condition de nos victoires futures.

VINCENT TOUCHALEAUME (MARSEILLE)

1—Un article plutôt objectif du principal journal économique patronal en attestait suite aux grandes grèves de 2009 :

<https://www.lesechos.fr/2009/03/>

combien-coute-loutre-mer-a-la-france-1081771

2— <https://blogs.mediapart.fr/adrien-guilleau/blog/160217/>

adresse-aux-camarades-de-france-insoumise

3— Mouvement représentant 120 pays à l'ONU, né de la conférence de Bandung en 1955 et ayant soutenu la décolonisation de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique

4— On peut écouter à ce sujet l'introduction de Gaël lors du week-end

IDF de mars 2024 <https://drive.google.com/file/d/1C5FRFJ5R49aS1qLqFLEp94nXjkqBaOoL/view>

KANAKY L'ENNEMI PRINCIPAL EST DANS NOTRE PAYS



Le 13 mai 2024, face à un projet de dégel du corps électoral, la société kanak s'est soulevée contre le colonialisme : manifestation massive à Nouméa, mutinerie à la prison de Camp Est, grèves au port et à l'aéroport, blocage de dépôts de carburants, incendies des entreprises de colons¹... Ce sont les travailleur-euse-s, les tribus et la jeunesse kanak qui se sont mobilisé-e-s contre la poursuite d'une colonisation de peuplement, dans ce qui est le plus grand mouvement indépendantiste depuis la période des « Événements » (1984-1988)².

Les raisons de ce soulèvement sont multiples et profondes, sociales et politiques ! Niveau de vie et d'études, chômage, incarcération, accès aux services, racisme : la ségrégation des Kanak persiste. La responsabilité en incombe évidemment au colonialisme français. Mais la défiance de la jeunesse envers les partis indépendantistes, qui ont fait confiance au colonisateur pour décoloniser, a aussi participé de l'ampleur du mouvement et des moyens d'actions.

Dès le 14 mai, la France réprimait sévèrement : couvre-feu, arrestations, envoi de troupes et de matériel de guerre, suspension de TikTok, soutien aux milices loyalistes armées, etc. À ce jour, les troupes coloniales et les milices ont tué 11 Kanak. La France a déplacé plus de 70 Kanak de Camp Est aux prisons de la métropole et 7 cadres de la CCAT³

Face à l'une des principales puissances militaires, l'indépendance kanak nécessite l'existence d'un mouvement massif de solidarité depuis la métropole.

y ont été également déporté-e-s. Iels risquent des dizaines d'années de prison pour leur rôle dans l'organisation de la lutte d'indépendance.

Face à l'une des principales puissances militaires, l'indépendance kanak nécessite l'existence d'un mouvement massif de solidarité depuis la métropole. Nous avons la capacité d'agir et

d'influer positivement sur l'issue de leur lutte, par exemple en s'opposant à l'envoi des forces de répression et en visibilisant les exactions de l'Etat français. Réciproquement, c'est l'ensemble des luttes

des opprimé-e-s en France qui se renforcerait des victoires du peuple kanak face à l'Etat français. Dans l'immédiat, l'urgence est de se mobiliser aux côtés de la diaspora et des organisations kanak en métropole pour la libération et le rapatriement de tou-te-s les prisonnier-e-s politiques kanak.

A2C STRASBOURG

1—<https://blogs.mediapart.fr/lindependant-knc/blog/200924/nouvelle-caledonie-comment-les-exactions-de-l-etat-ont-mene-au-chaos-insurrectionnel>

2—<https://survie.org/billets-d-afrique/2018/275-mars-2018/article/histoire-de-la-kanaky-en-quelques-dates>

3—CCAT : Cellule de Coordination des Actions de Terrain, émanation de l'Union Calédonienne, principale organisation indépendantiste.

INTIFADA DE LONDRES À PARIS



Le 10 octobre dernier, nous avons organisé une rencontre avec Sophia Beach, militante britannique de Palestine Solidarity Campaign et du Socialist Workers Party. L'objectif initial de cette soirée, qui a réuni une soixantaine de personnes, dont de nombreux-ses camarades impliqués-es en Île de France dans le mouvement de solidarité, était de se questionner sur la stratégie à développer dans la lutte contre le génocide et pour la libération de la Palestine.

Partir de la situation en Grande Bretagne, nous a permis d'aller plus loin que les arguments que l'on entend parfois quant aux différences significatives avec les dynamiques en France : "nous sommes moins nombreux-ses à manifester à Paris qu'à Londres car nos manifestations ont été interdites et que nous sommes confrontés-es à de la répression" ou encore "nous sommes confrontés-es à un gouvernement français placé à la tête d'un Etat Impérialiste et colonial et de médias qui nous stigmatisent..."

Faut-il le rappeler, nous affrontons à un Etat colonial, Israël, qui commet un génocide et des crimes de guerre tels que l'on en avait pas vu depuis longtemps : au moment où je m'exprime, plus de 42 000 vies palestiniennes et 3000 libanaises ont été anéanties, des millions de personnes se retrouvent déplacées en raison des bombardements au sud du Liban et partout en Palestine.

Un an après le 07 octobre 2023, et le début du génocide, nous nous posons toutes et tous cette question, comment construire une solidarité internationale avec la Palestine, comment en finir avec la complicité

des puissances impérialistes et de nos classes dirigeantes? Comment en finir avec le génocide, la colonisation et l'apartheid en Palestine? Cette question nous brûle les lèvres dans les manifestations, sur les campements des étudiant-es ou chez les travailleur-se-s mobilisé-es.

Un mouvement d'une ampleur extraordinaire !

En Angleterre, depuis un an, nous vivons un mouvement extraordinaire et inattendu de solidarité avec la Palestine. Depuis le 15 octobre 2023, une coalition, formée autour de Stop the War, Palestine Solidarity Campaign et de nombreuses organisations musulmanes a permis d'appeler à d'immenses manifestations, et notamment une vingtaine à Londres. Les statistiques estiment qu'environ 4 millions de personnes auraient participé à des manifestations de solidarité avec la Palestine en Grande Bretagne.

Les sondages indiquent que 66% des britanniques interrogés-es sont en faveur des Palestinien-nés. Ce n'est pas spécifique à l'Angleterre. Dans le monde entier, la majorité de l'humanité est favorable à ce que les Palestinien-nés accèdent à l'auto-détermination et à la justice.

Dès le 15 octobre 2023, une coalition, formée autour de Stop the War, Palestine Solidarity Campaign et de nombreuses organisations musulmanes permet d'appeler à d'immenses manifestations

En Angleterre, depuis un an, ce qui est particulièrement significatif, c'est que la solidarité s'exprime par un mouvement de masse, par des manifestations regroupant au minimum 200 000 personnes à Londres et qui s'organisent dans toutes les villes du pays. Ce mouvement est aussi rythmé par des occupations dans des gares, des banques comme Barclays, ou des multinationales qui profitent de la colonisation et du génocide en

Palestine, ou encore par des campements dans plus de 40 universités.

On peut également relever, que ce ne sont plus seulement les populations arabes ou les jeunes qui expriment leur solidarité en acte, c'est désormais un

mouvement qui met en action une large partie de la population vivant en Angleterre et notamment des salarié-es qui expriment leur solidarité par des actions jusque sur leurs lieux de travail.

Pour nous, révolutionnaires, il y a un aspect essentiel à comprendre l'enjeu d'un tel mouvement regroupant des centaines de milliers de personnes qui se mettent en réseau à travers le monde. La colère qui s'exprime à l'encontre d'Israël et en solidarité avec les Palestinien-nés à l'échelle internationale permet une prise de conscience chez beaucoup de personnes qui se mobilisent à l'encontre de la complicité des puissances impérialistes et ainsi remettent en cause plus généralement le système capitaliste.

Pourquoi le mouvement en Angleterre est-il si massif?

Le poids d'un mouvement si significatif par le nombre repose sur deux explications principales.

- La première que l'on peut citer est la complicité historique de l'impérialisme Britannique avec la colonisation, l'occupation et l'apartheid en Palestine. Dès 1917 et la déclaration Balfour,

la classe dirigeante anglaise s'est rendue responsable de la situation actuelle. Une grande partie du mouvement se bat pour que soit reconnue l'implication des dirigeants britanniques dans le génocide actuel.

Le lundi suivant le 07 octobre 2023, le Premier Ministre britannique a fait une déclaration faisant l'apologie du génocide et justifiant les premiers bombardements à Gaza. Cette déclaration a provoqué une colère dans tout le pays car nous ne savons que trop bien à quel point les Palestinien-nes souffrent du soutien de l'Etat britannique à l'Etat d'Israël depuis 76 ans.

- La seconde raison qui peut expliquer qu'en Angleterre se soit développé un tel mouvement est la tradition anti-guerre au sein du mouvement social depuis l'immense mouvement qui s'est construit en 2003 lorsque l'Irak a été envahi par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Lorsqu'un million de personnes marchèrent à l'époque à Londres contre la participation du Royaume Uni à cette guerre impérialiste, cela produisit un grand effet sur les syndicats et la gauche britannique.

Depuis cette époque se sont développés des liens entre ces organisations du mouvement social et politique, et des organisations de la communauté musulmane. Avoir développé ces liens durant ces deux dernières décennies a été particulièrement précieux pour unir à nouveau nos forces en solidarité avec la Palestine.

En Angleterre aussi, le racisme d'Etat et l'Islamophobie sont des poisons

Ces 20 dernières années, le gouvernement britannique n'a jamais cessé de stigmatiser les personnes musulmanes et de s'en prendre aux personnes réfugié-es.

Cela a été un rôle, pour nous, en tant que militant-es révolutionnaires, aux côtés de syndicats, de l'aile socialiste du parti travailliste ou des étudiant-es, de se tenir aux côtés des populations musulmanes face à l'islamophobie et de rester uni-es face à l'ensemble des attaques que mène la classe dirigeante britannique contre les classes populaires.

Les obstacles auxquels nous avons été confronté-es

L'Etat Britannique a cherché à réprimer cet élan populaire de solidarité avec la Palestine et les médias ont eux aussi servi une idéologie sioniste. Le gouvernement est particulièrement sioniste, conservateur et raciste. Il a fait procéder à des arrestations lors des manifestations, des travailleur-se-s ont été réprimé-es par leur patron en raison de leurs implication dans le mouvement, des étudiant-es qui ont été à l'initiative des campements d'occupation dans les facs ont été suspendu-es par

l'administration universitaire. À chaque fois, ils ont d'abord essayé de s'en prendre aux éléments les plus radicaux du mouvement. Cette répression a eu des effets dans la mobilisation. Elle a créé une tension entre une aile plus conservatrice face à la répression dans la coalition Stop The War et Palestine Solidarity Campaign, et une aile plus radicale formée par les militant-es qui se battent sur le terrain et par les jeunes activistes qui sont favorables à la radicalisation des actions quelqu'en soit les risques d'arrestation.

Face à une telle situation, en tant que militant-es révolutionnaires, nous avons considéré qu'il était fondamental d'une part, de s'allier et de soutenir en acte les éléments les plus radicaux du mouvement, et d'autre part, de participer à la construction des manifestations de masse. Ce que l'on a observé, c'est que cette aile, minoritaire juste après le 07 octobre, est devenue de plus en plus importante. Elle est formée par des dizaines de milliers de jeunes radicalisé-es par la guerre menée à l'encontre des Palestinien-nes, mais dont beaucoup venaient de mouvements liés à Black Lives Matter ou contre les changements climatiques. Nous avons argumenté auprès d'elle sur les bases théoriques de l'impérialisme ou de la compréhension des conséquences de la crise du capitalisme mondialisé.

En plus de la répression d'Etat, nous avons été confronté-es à une offensive des médias suite à l'attaque du 07 octobre. Comme en France et partout ailleurs, les médias nous ont taxé-es d'antisémitisme. Cette fâcheuse habitude est ancienne. Jérémy Corbyn, alors leader de l'aile gauche du Parti Travailliste, avait déjà été attaqué par des calomnies du même type en 2017 et 2019. C'est le poids du nombre qui nous a permis de se confronter à la répression et de se battre contre la propagande des médias dominants.

Pour prendre un exemple, les sionistes sont particulièrement organisé-es en Angleterre dans les universités aux travers d'organisations étudiantes. En occupant les universités les

étudiant-es se sont attaqué-es aux acquis que ceux-ci avaient obtenus par la mise en place de nombreux partenariats avec des universités israéliennes et ont fait émerger une idéologie en solidarité totale avec la résistance palestinienne. Une partie de la communauté juive sioniste s'est organisée pour apparaître contre nos manifestations et en soutien au génocide, tout comme l'extrême droite et les fascistes qui ont tenté de s'en prendre eux aussi à nos manifestations. C'est, aux côtés de la coalition contre le racisme et le fascisme, Stand Up to Racism, contre les manifestations organisées par le nazi Tony Robinson que nous avons rappelé ce qu'était l'antisémitisme et que la lutte contre racisme ne se divise pas.

La seconde raison à un tel mouvement est la tradition anti-guerre

En mobilisant contre le nazi Tony Robinson nous avons rappelé ce qu'est l'antisémitisme et que la lutte contre racisme ne se divise pas.

SOPHIA BEACH, SWP

SUZANNE, POUR TOUJOURS DANS NOS CŒURS ET DANS NOS LUTTES !

Alors que sont rédigées ces quelques lignes d'hommage à Suzanne Le Manceau, nous ne savons toujours pas quel sort l'État impérialiste français et son parquet antiterroriste ont une nouvelle fois réservé à notre camarade Georges Abdallah.



« Ensemble et ce n'est qu'ensemble camarades que nous vaincrons ! »

Très affaiblie par la maladie contre laquelle elle aura lutté jusqu'au bout, jusqu'à ses derniers jours à l'unité de soins palliatifs, ses pensées et ses paroles étaient tournées vers Georges qui l'appelait chaque jour. « Je ne vais pas me plaindre, moi, je n'ai pas fait 40 années en prison ». Elle masquait son état physique réel pour ne pas « affaiblir moralement le camarade ».

Elle ne saura jamais l'issue de cette onzième demande de libération et n'ira jamais lui rendre visite dans son pays, le Liban, une nouvelle fois sauvagement agressé par le gouvernement fasciste de Netanyahu et son armée coloniale.

Cofondatrice du CLGIA (Collectif pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah), elle s'engage pleinement dans cette lutte de longue haleine qui ne comptait alors que peu de soutiens à gauche, ni même à l'extrême gauche, effrayés par les campagnes de désinformation et la peur de la répression. Après une discussion collective, elle fait une demande de parler, l'obtient et se rend par la suite tous les mois à la prison de Lannemezan visiter notre camarade et briser l'isolement. Suzanne constituait le lien politique essentiel que Georges avait avec l'extérieur, et cela jusqu'à sa mort. Bien sûr, ces dernières années les temps ont changé et des parloirs ont été obtenus par dizaines, à tel point que beaucoup de groupes et groupuscules ont fait le « voyage à Lannemezan », fiers d'en revenir avec leur selfie en compagnie de Georges. Nous en étions conscient-es mais pensions que ces visites diversifiées sur le plan politique constituaient un élargissement, permettant de constituer un front unitaire pour la libération du camarade. Cette ligne, qui est celle de Georges, sera parfaitement assumée par Suzanne dans toutes les rencontres, manifestations, communiqués et articles de presse auxquels elle participera.

Une mobilisation interminable

Suzanne, au final, aura passé plus de vingt années de sa vie à la libération de Georges, avec les appels quotidiens de ce dernier, la liaison avec les avocats, les articles à rédiger pour la presse, la recherche de dons pour alimenter la « cantine du prisonnier » essentiellement consacrée aux appels téléphoniques pour le Liban. Chaque année, c'est elle qui s'occupait de la confection du « colis de Noël » auquel ont droit tous et toutes les détenu-es. Notons qu'en bon communiste, Georges en partageait le contenu avec ses codétenu-es dont beaucoup ne reçoivent aucune visite, oublié-es au fil des années de détention par leurs familles et leurs relations.

Les longues peines des militant-e-s politiques

Avant la lutte pour la libération de Georges Abdallah, Suzanne avait milité pour celle des quatre militant-e-s d'Action Directe et savait combien il avait été difficile de les faire sortir de l'isolement carcéral, y compris quand leur état de santé était gravement mis en cause (cela mériterait un article à lui seul). L'engagement politique autour des longues peines nécessite un investissement quotidien et au long cours sans possibilité de rupture.

Merci pour tout !

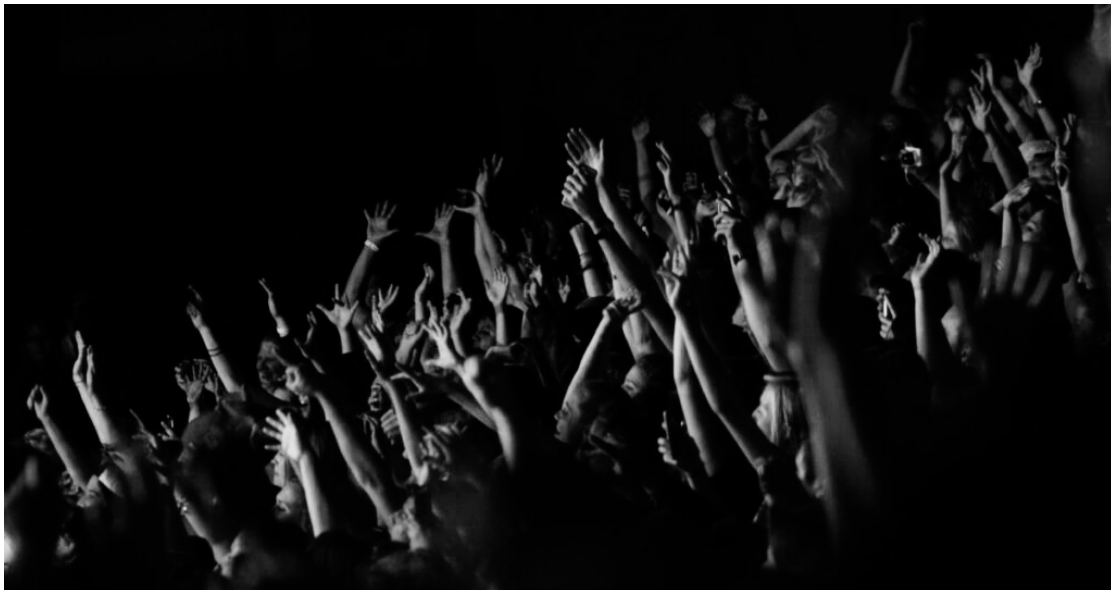
De ne plus jamais la rencontrer, prendre un pot avec elle, goûter ses petits plats, se balader... rigoler ensemble, sera difficile, car elle laisse un vide politique mais surtout humain. Sachant qu'elle allait mourir, elle abordait cet épisode ultime avec calme, résignation, sachant en matérialiste convaincue qu'il n'y a pas de sauveur suprême, ni dieu, ni César, ni tribun.

La victoire ou la victoire !

Le plus bel hommage que l'on puisse faire à Suzanne, notre Suze, c'est de se mobiliser jusqu'au bout pour la libération de Georges, et pour la libération de la Palestine. Nous sommes toutes et tous responsables de son sort, tant qu'il n'aura pas rejoint son pays, sa famille et ses ami-es ! Le voyage est encore long et périlleux !

Honneur à Suze ! Libérons Georges Abdallah ! Palestine vaincra !

ALAIN POJOLAT, PARIS 20^e



FAUT IL UN PARTI POUR FAIRE LA RÉVOLUTION ?

Cet article est la suite d'un premier paru au mois de mars dans le 12e numéro des Cahiers d'A2C.

Se poser la question du parti, c'est se poser la question de l'organisation des révolutionnaires pour la révolution. Nous donnons les éléments suivants : La révolution n'est pour nous pas une vue de l'esprit mais bien une étape nécessaire du développement historique. Le socialisme excluant la domination d'une minorité, la révolution sera le processus d'émancipation de toute la classe travailleuse. Ce postulat entre en contradiction avec le constat que cette même classe n'est pas subjectivement révolutionnaire, mais sous le coup de l'idéologie dominante, celle de la classe dominante. Nous démontrons qu'heureusement, les idées peuvent changer : et ce par la lutte. « Le mouvement collectif est la condition dans laquelle la classe peut affirmer son autonomie et rejeter l'idéologie dominante ». Nous pointons cependant que cette transformation, si l'on s'en tient à sa seule expérience pratique, connaît ses limites.

Classe hétérogène

C'est de ce contexte que découle la situation sans aucun doute constatée de tous : l'hétérogénéité de la conscience de classe.

Il y a d'abord de vrais réacs. Par leur rejet conscient de la lutte, ils acceptent en quelque sorte la passivité politique dans laquelle la société de classe les plonge. Ils ne sont donc pas prêts d'en sortir et leur engagement est une adhésion sans faille au système existant.

Ensuite, une majorité de notre classe est la plupart du temps réduite à la passivité mais il peut lui arriver de se mobiliser. Son rejet de l'idéologie dominante est alors presque insignifiant : elle accepte la plupart du temps la société telle qu'elle est, et n'a d'autres horizons que réformistes.

Une dernière fraction s'affaire fidèlement, systématiquement, à la construction du mouvement : syndicalistes, associatifs parfois, militant-es

Une fraction mouvante, apprenante, issue du mouvement et ancrée dans les luttes, loin de l'écueil d'une « avant-garde » figée, omnisciente et professorale

de quartier, antiracistes, féministes... Leurs expériences de luttes collectives leur ont appris qu'il est possible de changer la société. C'est au sein de cette fraction que les militant-es convaincu-es de la nécessité révolution-

naire évoluent - encore minoritaires. Iels font donc partie de « la fraction qui stimule toutes les autres », et au sein de cette fraction iels ont « l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien »¹, c'est-à-dire une compréhension historique des rapports antagonistes de la société (les conditions) et un objectif pour les supprimer : l'instauration d'une société égalitaire (les fins générales) (anarchiste, communiste, socialiste, libertaire, nommez-la comme vous il vous plaira), par la pratique de la lutte collective (le mouvement prolétarien).

Le concept de « fraction la plus résolue » est sujet à extrapolation. Il s'agit de ne pas galvauder le terme, au risque de sombrer dans l'élitisme qui anime et paralyse tant de micro-partis de masse. Au contraire, nous devons absolument, si nous souhaitons le

mobiliser, le resituer dans le cadre exposé plus haut : celui d'une classe dont la conscience des membres oscille au gré du mouvement. Ainsi, la justesse de l'utilisation du concept réside déjà dans son appréhension dynamique : la "fraction la plus résolue" évolue, quantitativement et qualitativement. En période de haute lutte par exemple : « Il arrive que des mois de révolution fassent mieux et plus complètement l'éducation des citoyens que des dizaines d'années de stagnation politique »². Fort de cette définition - une fraction mouvante, apprenante, issue du mouvement et ancrée dans les luttes, loin de l'écueil d'une « avant-garde » figée, omnisciente et professorale - nous pensons que cette frange consciente de la classe peut être d'une importance cruciale dans le processus révolutionnaire.

Cet argumentaire, cette rhétorique de la « conscience » est dans la continuité de notre premier article. Et il peut étonner, lorsqu'on se réclame d'une pensée matérialiste : pourquoi insister donc sur l'idéologie ? Sur l'importance pour la classe de se doter d'une « conception du monde propre » ? Pour appuyer notre discours, causons de la place des idées et de l'initiative dans la lutte des classes. Questionnons-nous sur le rôle du facteur subjectif dans le processus historique.

La révolution n'est pas automatique

D'abord, le problème que nous pose l'idéologie dominante et son incorporation par la classe n'est pas d'ordre moral. Concédonsons-le : l'idéologie dominante, c'est bien souvent des idées de merde, le wokisme c'est mieux. Mais là n'est pas le sujet : le problème que nous pose l'idéologie dominante ne tient pas tant de sa qualité morale que de sa fonction sociale.

Nous disions dans notre précédent papier que les idées ne tombent pas du ciel mais sont un reflet de l'environnement, de la vie réelle. A plus grande échelle, ce raisonnement fait émerger un binôme conceptuel qui permet l'analyse des sociétés humaine et de leur évolution : c'est le tandem de la base et de la superstructure. Ainsi, « Le mode de production de la vie matérielle [la base] conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuel en général [la superstructure] »³. Une compréhension matérialiste simpliste en déduira

Parfois la tempête est si brutale, les récifs si nombreux, qu'une décision vous mène à bon port et qu'une autre vous envoie par le fond

que la superstructure est strictement subordonnée à la base : changez les rapports de productions et les institutions sociales et l'idéologie évolueront d'elles-mêmes. La réalité est toute autre : si la

superstructure est bien conditionnée par la base, elle dispose d'une relative autonomie, qui s'explique par sa fonction de reproduction des rapports réels existants.

Aussi, tout individu et dans notre affaire, toute classe en voie de changer les rapports de production s'y confrontera. Dès lors, 2 solutions s'offrent à la classe qui transforme : accepter l'idéologie conservatrice, et donc renoncer (sensiblement) à sa pratique de transformation des anciens rapports de production ou la remettre en cause et en penser une nouvelle, issue de cette même pratique de transformation.

Si nous voulons bâtir une société où les humains sont égaux dans leurs rapports de production, nous serons confronté-es aux institutions qui perpétuent leur division et aux idéologies qui les justifient. Nous serons confronté-es à l'État, et aux idéologies qui rationalisent et légitiment son existence. Nous devons nous détacher de toute entente idéologique avec la classe dominante, et donc produire notre propre conception du monde. C'est une dimension-clé de la lutte révolutionnaire.

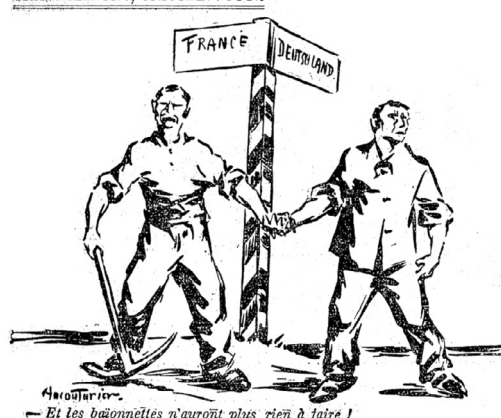
L'enjeu de cette lutte idéologique est de nous armer théoriquement pour étayer notre pratique. Sans quoi, sous le poids des consciences corrompues, l'enthousiasme révolutionnaire cédera au premier dilemme. Or cet enthousiasme, cette activité n'est pas cruciale : elle est indispensable. Rappelons-le : même s'ils ne choisissent pas les conditions, ce sont les êtres humains qui font l'Histoire.

En fait, il ne faut pas tomber dans le volontarisme et croire que les êtres humains pourraient agir et décider contre vents et marées. Lorsque c'est le calme plat, rien ne sert de courir sur le pont et d'agiter les gréements : le navire ne voguera pas sans vent. L'inverse est vrai : lorsque le vent souffle mais que l'équipage roupille ou ne sait pas le prendre, on n'avance pas beaucoup plus. Alors, ni volontarisme, ni mécanisme : le tout est de savoir agir en adéquation avec les conditions.

Poursuivons la métaphore : parfois la tempête est si brutale, les récifs si nombreux, qu'une décision vous mène à bon port et qu'une autre vous envoie par le fond. Georg Lukács, philosophe et révolutionnaire hongrois, nous parle d'instant : « Une situation qui peut durer plus ou moins longtemps, mais qui se détache du processus dont elle est l'aboutissement par le fait qu'en elle les tendances essentielles de ce processus se concentrent, qu'en elle une décision doit être prise concernant l'orientation future du processus »⁴.

Entendons-nous : les révolutions ne sont pas des processus linéaires débouchant sur des Grands Soirs, sortes d'instant suprêmes à saisir. Néanmoins, c'est à la lumière de l'insurrection que cette conception prend tout son sens. L'histoire du mouvement ouvrier est riche d'enseignements à ce propos. Ainsi les expériences de l'insurrection d'Octobre, de la dynamique révolutionnaire de 1973 au Chili nous apprennent que la décision

TRAVAILLEURS, UNISSEZ-VOUS !



de s'insurger ou non, c'est à dire de faire tomber le pouvoir d'État pour favoriser des organes de pouvoir populaires marque un tournant décisif : à la clef, révolution ou contre-révolution. Dans le premier cas, l'initiative révolutionnaire a convaincu : dans le second, c'est la passivité réformiste qui l'a emporté.⁵

Bref, « toute situation révolutionnaire n'engendre pas nécessairement une révolution, parce que celle-ci ne s'accomplit que lorsque s'ajoute aux facteurs [objectifs] le facteur subjectif : l'aptitude de la classe révolutionnaire à l'action révolutionnaire »⁶.

Vers une stratégie révolutionnaire

Ce dont nous avons besoin, c'est un ensemble théorique, résolument tourné vers l'action, une boussole révolutionnaire qui ne s'impose pas mais se propose d'orienter chacune des décisions de la classe, et qui permette à ceux qui s'en saisissent de porter des initiatives dans les instants décisifs. Le terme de stratégie nous paraît tout dédié : Comment la construire ? Le terme en lui-même oriente la question en trois axes : une stratégie, ça s'élabore, ça s'applique, et enfin, ça se corrige.

Sur l'élaboration déjà, rappelons-nous : « Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux »⁷.

En effet, des gens sont en lutte quotidiennement, et chaque expérience de lutte pousse ceux qui la vivent à contester, de facto, l'idéologie dominante. Des grévistes qui exigent une meilleure

rémunération, des personnes sexisées qui militent contre les VSS... De cette contestation émerge des questionnements : la vente de sa force de travail contre salaire est-elle un problème personnel, une transaction libre et éclairée, parfois trompée par quelques patrons malhonnêtes ? Ou résulte-t-elle d'une organisation sociale du travail fondée sur l'exploitation ? Les VSS résultent-elles de trajectoires personnelles déviantes ou d'une société où la domination des hommes est établie et s'exerce notamment par une violence banalisée par la culture du viol ?

La théorie révolutionnaire ne sort pas du néant : elle répond aux débats qui traversent le mouvement, elle est la contestation portée à sa conclusion logique. Alors, pour théoriser, il faut pratiquer, être soi-même en lutte : aucune séparation n'est possible entre ceux qui pensent et ceux qui font. Ensuite, nous l'avons dit dans notre premier article, il est inconcevable de prétendre édifier une « théorie globale » à partir d'une pratique individuelle : celle-ci est partielle par définition et ne mène qu'à une connaissance partielle du système. Les expériences de luttes doivent être confrontées les unes aux autres, les compréhensions et connaissances de chacun·e, forcément situées, doivent être cumulées pour espérer en dégager une vraie « conception du monde ». Cela signifie

L'aspect collectif dans l'élaboration est indispensable, il l'est aussi dans le procès d'application



également se confronter aux expériences que la classe a pu faire dans le passé.

Maintenant, une stratégie, c'est pas pour faire joli mais bien pour guider l'action. Là encore, impossible séparation entre ceux qui réfléchissent et ceux qui font : à quoi bon jouer les intellos si on est pas foutu-e d'agir en conséquence ? De plus, « le trait le plus incontestable de la révolution, c'est l'intervention

directe des masses dans les événements historiques »⁸. Cela signifie 2 choses pour nous : premièrement, une stratégie, aussi parfaite soit-elle, sera purement inutile si

elle n'est portée que par un groupe affinitaire. Nous avons démontré que l'aspect collectif dans l'élaboration est indispensable, il l'est aussi dans le procès d'application. Si stratégie il y a, il faut se donner les moyens qu'elles puissent être diffusées à l'échelle de la révolution, à l'échelle de masse. Deuxièmement, « nous devons nous rappeler l'énorme action éducatrice et organisatrice de la révolution » : lorsqu'LENINE Vladimir, La faillit de la IIe Internationale c'est la classe tout entière qui se met en mouvement, son imagination, sa créativité s'en retrouvent décuplées. Or une théorie révolutionnaire, fût-elle élaborée par dix milliers de militant·es, reste le produit d'une situation donnée : Il faut donc s'assurer que les nouvelles expériences vécues sont bien considérées dans l'élaboration stratégique. En fait, il ne doit y avoir d'opposition entre élaboration et application, mais plutôt une relation dialectique qui tend à ce que l'une renforce l'autre en permanence.

Le Parti comme opérateur stratégique

La voie vers la construction d'une stratégie est donc l'organisation collective. C'est naturellement que cette tâche échoue à la « fraction la plus résolue » et non par volonté de « professionnaliser la politique », comme nous avons pu le lire. Nous

tirerons notre chapeau à quiconque réussira à persuader un réformiste convaincu de s'engager dans l'élaboration collective d'une stratégie révolutionnaire. Alors oui, nos organisations, hors mouvement révolutionnaires, seront inéluctablement minoritaires, à l'image des idées qu'elles défendront. Mais insistons sur l'argument donné en première partie : lorsque des explosions sociales ont lieu, lorsque des millions d'individus déferlent dans les rues et se mettent à lutter, beaucoup sont gagnés aux idées révolutionnaires. Ainsi, en 1917, le parti bolchevique voit sa taille doubler, de 79 000 à 170 000 militants⁹, en seulement 4 mois alors que sa revendication "tout le pouvoir aux Soviets", est des plus radicales de son temps. Le POUM en Espagne rassemblait 8000 militants en 1935, 60 000 en 1936.¹⁰

Mais alors, ne devrions-nous pas attendre une situation révolutionnaire pour nous organiser ? Certainement pas. Car une situation révolutionnaire, qui se caractérise par l'éveil politique de millions d'individus, exige – c'est le bilan que tire l'historien révolutionnaire Pierre Broué de la révolution allemande – des organisations politiques conséquentes¹¹. C'est d'ailleurs ce que nous comprenons sous le terme de « parti » : un instrument de lutte à grande échelle, en lequel la classe a confiance et dont la stratégie est assimilée massivement. Mais aussi une organisation qui soit capable de naviguer correctement à vue ! Ce sont des atouts qui ne peuvent s'acquérir qu'en plusieurs années d'expérience collective, au cours desquelles chacun ses membres aura appris à débattre, à produire des analyses politiques, où tous se seront constitué un socle théorique commun. C'est cet apprentissage que nous devons entamer dès aujourd'hui.

Un sujet particulier s'impose désormais : comment faire pour que l'organisation révolutionnaire ne se substitue à la classe durant le processus révolutionnaire ? Comment s'assurer qu'il reste un instrument dans les mains de la classe ouvrière, qu'il ne devienne pas une fin en lui-même, confondant par-là ses propres intérêts avec ceux de la classe qu'il représente ? Nous n'avons pas de réponse toute prête à cette question qui mérite sans doute un article à part entière. Voici seulement quelques pistes. Bien sûr, nous ne sommes pas contre la

diffusion de pratiques anti-autoritaires dans nos organisations politiques. Mais, en dernier ressort, la garantie contre le substitutisme du parti ne dépend pas de lui, argument des révolutionnaires comme Cliff, Mandel, ou Harman mais bien de l'activité autonome de la classe. Pour étayer leurs propos, ces derniers mobilisent l'expérience de la révolution russe : « Contrairement à une légende qui est de plus en plus répandue en Union soviétique aussi, les années 1918 et 1919 furent des sommets dans l'auto-activité autonome de la classe ouvrière russe, autant et même davantage que l'année 1917 »¹². Et ce, justement grâce à la stratégie des bolchevik de 1917 qui exigeait « tout le pouvoir aux soviets ». Si des mesures autoritaires ont été prises en cette période par certains membres du parti, il aurait été inconcevable pour celui-ci de résorber l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Ce n'est plus le cas après 3 ans de guerre civile : la classe ouvrière et ses organes d'auto-organisations sont décimés, la confiance manque. Alors, « confrontés aux Gardes Blancs, sachant qu'un terrible bain de sang menaçait le peuple s'ils renonçaient à la lutte, et conscients de leur propre isolement, les bolcheviks ne trouvaient pas d'issue. Le substitutisme, comme tout fétichisme, fut le reflet d'une impasse sociale »¹³.

EMIL, PARIS 20^E

- 1–MARX Karl, Manifeste du parti communiste
- 2–LÉNINE Vladimir, L'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire
- 3–MARX Karl, Préface à la Critique de l'économie politique
- 4–LUKÁCS Georg, Dialectique et spontanéité
- 5–Lire à ce propos l'article de Dani, Salvador Allende et les impasses du réformisme, Les Cahiers d'A2C #09
- 6–LÉNINE Vladimir, La faillite de la IIe Internationale
- 7–MARX Karl, Manifeste du parti communiste
- 8–TROTSKY Léon, Préface à l'Histoire de la révolution russe
- 9–BROUÉ Pierre, Histoire du parti bolchevique, pages 85 et 89
- 10–CHRIST Michel, Le POUM
- 11–BROUÉ Pierre, Révolution en Allemagne
- 12–MANDEL Ernest, Auto-organisation et parti d'avant-garde dans la conception de Trotsky
- 13–CLIFF Tony, Trotsky et le substitutisme





AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes, à Marseille et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie

importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu-es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

15

DECEMBRE 2024

TOI TU CHERCHES, NOUS ON TE TROUVE!

LOU, MARSEILLE, PAGES 3-4

CRISE DU CAPITALISME : UNE MAUVAISE RÉPARTITION DES RICHESSES ?

PAUL VADORI, (PARIS 18^e), PAGES 6-9

SIONISTES, FASCISTES, HORS DE NOS MANIFS

SANA (PARIS 18^e), PAGE 10

LE RN N'EST PAS LE PARTI DES OUVRIER-ES

CHARLOTTE PAVEZ, ROMAINVILLE PAGE 11-13

LUTTES DE CLASSES LES BASES DE L'ANTAGONISME

DENIS GODARD (PARIS 20^e), PAGE 14

DOSSIER : GREVES

DENIS GODARD (PARIS 20^e), PAGES 15-17

GRÈVE POUR LA RÉGULARISATION, LA NÉCESSITÉ DE LA GRÈVE POLITIQUE !

MATHIEU PASTOR – A2C PARIS 20^e, PAGES 18-19

COMPRENDRE LE COLONIALISME FRANÇAIS POUR MIEUX LE COMBATTRE

VINCENT TOUCHALEAUME (MARSEILLE),
PAGES 20-23

KANAKY L'ENNEMI PRINCIPAL EST DANS NOTRE PAYS

A2C STRASBOURG, PAGES 23

INTIFADA DE LONDRES À PARIS

SOPHIA BEACH (SOCIALIST WORKERS PARTY),
PAGES 24-25

SUZANNE, POUR TOUJOURS DANS NOS CŒURS ET DANS NOS LUTTES

ALAIN POJOLAT, (PARIS 20^e), PAGES 26

FAUT IL UN PARTI POUR FAIRE LA RÉVOLUTION ?

EMIL, (PARIS 20^e), PAGES 27-30

AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

A2C, PAGE 31

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX CONSEILLÉ 2 EUROS A2C@RISEUP.NET [f](https://www.facebook.com/A2C) A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE [@](https://www.instagram.com/A2C.AUTONOMIEDECLASSE) A2C.AUTONOMIEDECLASSE